



Lutter contre l'échec scolaire

Le nouveau défi de Benghebrit

Plus de neuf millions d'élèves ont repris hier matin le chemin de l'école aux niveaux préscolaire, primaire, moyen et secondaire après près de trois mois de vacances. Cette année, la lutte contre l'échec scolaire est parmi les défis que compte relever la première responsable du secteur, à travers l'instauration d'une école de qualité.

Page 3

Sidi Bel Abbès

Identification du terroriste neutralisé par l'armée

Page 24



Par Saâd Taferka

Les mesures d'encadrement du commerce extérieur prises par le gouvernement depuis 2016 - à commencer par les licences d'importation jusqu'aux nouvelles taxes contenues dans la Loi de finances complémentaires 2018 et applicables aux produits d'importation - n'ont pas été sans susciter des réactions de la part des exportateurs étrangers qui destinent leurs marchandises vers notre pays.

Maroc Déplacement forcé de migrants africains

La situation des migrants au Maroc n'est guère reluisante. Ils sont refoulés « manu militari » par les autorités marocaines parfois brutalement, ce qu'interdit la loi et que des ONG dénoncent.

Page 2



Equipe nationale de football

Les Verts partent aujourd'hui pour Banjul

Page 18



Algérie-Union européenne

Comment gérer les retombées d'un échange inégal ?

Pire, le mécontentement de ces opérateurs a été pris en charge par les gouvernements respectifs des pays en question et par des organisations supranationales, à l'image de l'Union européenne. Les efforts déployés par le gouvernement algérien dans le sens du rééquilibrage de la balance des paiements ont fini par révéler le côté pour le moins « cupide » d'une relation de partenariat supposée être bâtie sur une idée de codéveloppement et de complémentarité.

Le nouvel arsenal réglementaire adopté par les autorités algériennes dans le domaine du commerce extérieur est dicté

par la nouvelle conjoncture qu'affronte notre pays depuis juillet 2014, faite de diminution drastique des recettes extérieures, situation qui a conduit à un important déséquilibre de la balance des paiements et un déficit budgétaire qui jalonnent les quatre derniers exercices. Parmi les partenaires commerciaux de l'Algérie qui ont réagi défavorablement - de façon franche et résolue - aux mesures algériennes tendues vers la résorption du déséquilibre de la balance des paiements, celles de l'Union européenne sont les plus connues et les plus audibles.

Page 4

LPP

Remédier aux lacunes

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la ville, Abdelwahid Temmar, a affirmé, mardi à Alger, la nécessité de remédier progressivement aux lacunes enregistrées par les citoyens bénéficiaires de logements et de respecter les engagements pris dans ce sens.

Page 3



Maroc

Déplacement forcé de migrants africains

La situation des migrants au Maroc n'est guère reluisante. Ils sont refoulés «manu militari» par les autorités marocaines parfois brutalement, ce qu'interdit la loi et que des ONG dénoncent.



Par S. A. Mohamed

Ces derniers jours, des centaines de policiers appuyés par des forces spéciales et trois hélicoptères ont effectué plusieurs interventions musclées à Tanger dans les quartiers populaires de Boukhalef et de Mesnanatan, faisant plusieurs blessés, selon les témoignages de migrants et de riverains, rapportés par des médias locaux. Les migrants originaires d'Afrique subsaharienne ont été chassés violemment de leur logement en vue de les embarquer dans des bus pour les déporter vers le sud du pays, ont ajouté les mêmes sources. «C'était très violent, ils ont pris des pierres, des bâtons. Ils sont entrés dans les maisons, nous ont pris notre argent et nos bijoux, nous ont embarqué, mais moi ils n'ont pas pu me prendre», a raconté Wilfried, réfugié dans un campement à Tanger. Ce jeune Camerounais marche difficilement à l'aide d'une béquille depuis qu'il a fui en sautant par

dessus un mur. Il assure avoir déjà été refoulé l'an dernier avant de revenir dans l'espoir de rallier les côtes espagnoles. Le Conseil national des droits de l'homme a assuré que «les opérations de déplacements sont menées dans un cadre légal», a soutenu son président Driss El Yazami, précisant que «le Cndh veillait à la protection des personnes vulnérables». Quelques dizaines de migrants ont tenté de manifester dimanche devant la préfecture de Tanger pour dénoncer la situation, mais ils ont été bloqués par la police. «Les migrants sont à bout de souffle, trop, c'est trop», s'est indignée Aissatou Barry, une ressortissante ivoirienne qui milite au sein de l'association Les Ponts solidaires, évoquant les cas de ceux qui disparaissent en mer en tentant la traversée de la Méditerranée. La section de Nador (nord-est) de l'Association marocaine des droits de l'homme (Amdh), qui suit de près les déplacements forcés, a dénoncé, pour sa part, «la brutalité employée contre les

femmes, certaines enceintes, et les mineurs arrêtés et refoulés bien que la loi marocaine l'interdise». L'Amdh avait adressé en août dernier une lettre aux autorités pour les interpeller sur «l'usage excessif de la force et de la violence lors des campagnes systématiques menées en totale contradiction avec les obligations internationales du Maroc». «La situation devient inquiétante, il y a eu des morts et des blessés avec des traumatismes, certains sont devenus fous à cause de ce que nous vivons, nous voulons que tout cela s'arrête», a tenu à signaler une ressortissante Camerounaise se disant choquée par la brutalité de la police marocaine à l'égard des migrants africains. «On nous chasse comme des bêtes sauvages», a affirmé également Bamandou Kalli, un Guinéen de 18 ans, qui selon la presse marocaine, avait choisi de se terrer dans une forêt près de Tanger, à l'instar des dizaines de migrants fuyant les déplace-

ments forcés menés par les autorités marocaines dans le nord du pays. Deux Maliens, dont un adolescent de 16 ans, ont trouvé la mort, début août lors de l'un de ces transferts. Les deux Maliens avaient été interpellés à Tanger, où ils se trouvaient avec des centaines de migrants, a déclaré Saïd Tbel, un responsable de l'Association marocaine de droits de l'homme. Les deux Maliens ont trouvé la mort lors d'un de ces déplacements forcés en bus à l'entrée de la ville de Kenitra, à 200 km au sud de Tanger, a-t-il mentionné. Mimoune Traoré, âgé de 16 ans, a été enterré le 31 août en présence de son frère et de membres de l'Admh au cimetière de Kenitra. Le corps de la deuxième victime, dont l'identité n'a pas été précisée, se trouve encore à la morgue de Kenitra, selon la même source. Les autorités locales ont évoqué un «accident», indiquant sans autre détail qu'une enquête avait été ouverte pour en déterminer les causes. **S.A.M.**

Saison estivale Plus de 470 infractions enregistrées

Les services de Sûreté nationale ont enregistré durant la saison estivale plus de 470 infractions, dont 177 liées à l'atteinte aux personnes, 122 à l'atteinte aux biens et 177 aux mœurs publiques, a annoncé mardi le sous-directeur de l'ordre public, le commissaire divisionnaire, Abdelmadjid Saâdi.

Il s'agit également de 153 infractions liées à l'exploitation sans autorisation de parkings, 189 à l'exploitation illégale des plages et 286 au commerce informel, a précisé M. Saâdi lors d'une conférence de presse, animée à l'occasion de la rentrée scolaire 2018/2019.

Durant la saison estivale, près de 1 700 policiers répartis sur 77 postes de police ont été mobilisés pour surveiller 81 plages autorisées à la baignade, outre l'organisation d'actions de sensibilisation sur la sécurité routière et la protection de l'environnement, a fait savoir le même responsable.

La coopération et le partenariat ont été intensifiés avec les instances concernées, notamment les services de la Gendarmerie nationale, à travers plusieurs opérations et campagnes conjointes organisées à grande échelle à travers le territoire national pour lutter contre la criminalité et la délinquance, soit 510 opérations qui se sont soldées par l'arrestation de 4766 individus.

Pour sa part, le chef du service de recherche et d'analyse criminelle, le commissaire principal, Chaâbane Soualhi, a indiqué que les services de la police judiciaire contribueront au renforcement de la sécurité durant cette rentrée sociale à travers la mobilisation de toutes les unités de police opérationnelles et tous les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens.

Il s'agira, a-t-il dit, de prévenir contre les délits et crimes, outre le déploiement des éléments de la police judiciaire au niveau des établissements éducatifs pour lutter contre les trafiquants de drogue et de psychotropes, ainsi qu'au niveau des gares routières et autres moyens de transport ainsi que le renforcement des points de contrôle sur les voies principales et secondaires qui desservent les grands centres urbains.

Il est question également de l'installation, au niveau de ces points, de caméras de surveillance pour juguler tout acte criminel ou délit susceptible de porter atteinte à la sécurité des citoyens et de leurs biens.

Reda A.

Matériaux de construction

L'innovation pour répondre aux exigences du développement durable

L'innovation dans les matériaux de construction s'impose plus que jamais pour les entreprises industrielles du secteur afin de répondre aux exigences du développement durable et faire face aux aléas climatiques, selon le directeur général de la compétitivité industrielle au ministère de l'Industrie, Abdelaziz Guend.

«Certes, l'Algérie a réalisé des avancées considérables en matière de production, atteignant une autosuffisance en ciment et en bien d'autres matériaux de construction. Mais au-delà de la production et la conformité aux normes internationales, il faudrait également créer de

nouveaux produits, en tenant compte de l'aspect environnemental», a-t-il recommandé mardi lors du séminaire sur le management de l'innovation tenu dans le cadre du jumelage institutionnel Algérie-Union européenne à l'Institut national de la productivité et du développement industriel (Inped) à Boumerdes.

Pour ce responsable, la compétitivité est un facteur clé pour permettre aux entreprises de conserver leurs parts de marché au niveau local de façon durable et investir le marché international. Il a rappelé, dans ce sens, que le ministère de l'Industrie travaille en partenariat avec l'UE sur la promotion de la

compétitivité industrielle dans le cadre de ce projet de jumelage lancé en 2016 entre les deux parties et un consortium européen (Espagne, Finlande et France).

Pour sa part, la directrice générale de l'Inped, Fouzia Osmani, a souligné que l'innovation industrielle passe par la formation de la ressource humaine et le développement des compétences.

«L'innovation constitue l'objectif principal du jumelage institutionnel entre le ministère de l'Industrie et des Mines et le Consortium européen, mais il faudrait former la ressource humaine pour atteindre les objec-

tifs tracés par ce projet», a-t-elle affirmé. Dans son intervention, la première responsable de l'Inped a mis en avant la formation continue des cadres du ministère et des entreprises assurée par son institut pour mener à bien ce jumelage et concrétiser les objectifs des pouvoirs publics en matière de diversification de l'économie nationale par la production de produits innovants. Elle a tenu à souligner que l'Inped qui est une institution publique chargée de former des compétences est d'un grand apport en terme de formation pédagogique des compétences et des experts

pour gérer cette stratégie de développement des compétences nationales. Ôté, le chef de projet de jumelage Algérie-UE, Bendif Hocine, a expliqué que ce jumelage inscrit dans le cadre de l'accord d'association de l'Algérie avec l'Union européenne permet d'échanger les idées avec les experts européens sur les moyens à adopter pour créer un écosystème propice à l'innovation industrielle. La clôture des travaux de ce projet de jumelage est prévue pour la fin de ce mois de septembre, selon ce responsable, après la validation du bilan. **Reda A.**

Lutter contre l'échec scolaire

Le nouveau défi de Benghebrit

Plus de neuf millions d'élèves ont repris hier matin le chemin de l'école aux niveaux préscolaire, primaire, moyen et secondaire après près de trois mois de vacances. Cette année, la lutte contre l'échec scolaire est parmi les défis que compte relever la première responsable de secteur à travers l'instauration d'une école de qualité.



Par Karima Nacer

Des milliers d'élèves quittent les bancs de l'école chaque année pour se retrouver dans la rue, faute d'une prise en charge pédagogique. Nouria Benghebrit se dit préoccupée par ce problème épineux.

En effet, la ministre qui a procédé à partir de Mascara, au lancement de la nouvelle année scolaire 2018-2019, a énuméré les challenges que doit relever son secteur. Le premier défi, selon elle, concerne la qualité de l'école algérienne qui est tributaire de la qualité de l'encadrement devant contribuer à la lutte contre l'échec scolaire. Ce défi, explique-t-elle, repose sur une ouverture sur les progrès enregistrés en matière d'ouverture pédagogique et ce, par le biais d'une formation conti-

nue, d'une mise à niveau des connaissances et de l'amour de la profession. Benghebrit a rappelé que les efforts déployés par l'Etat au profit du secteur de l'éducation n'ont jamais cessé en consacrant d'importants budgets et de grands investissements. «Ce soutien a été toujours constant même en cette conjoncture économique difficile que connaît le pays», a-t-elle rappelé dans ce contexte.

La ministre a également souligné que l'enseignement de l'histoire politique, sociale et culturelle du pays a été l'une des priorités du secteur de l'éducation. Concernant le choix du slogan de cette nouvelle année scolaire, elle a expliqué que «l'objectif est de jeter les assises d'une société éprise de paix et de démocratie, ouverte sur le monde, sur le progrès et la modernité».

Dans ce même objectif d'assu-

rer une rentrée des classes réussie, la ministre de l'Éducation a instruit les directeurs de wilaya de l'Éducation à l'effet de mettre en place et dynamiser les cellules d'accueil des élèves et de leurs parents au niveau des directions de l'éducation et des écoles. Cette initiative a pour objectif de contribuer à la réussite de cette rentrée scolaire, notamment par les orientations et les conseils donnés aux élèves et à leurs parents. Il est également question d'encourager la création d'associations de parents d'élèves, mais aussi d'informer et sensibiliser la communauté éducative via l'espace numérique du système d'information dédié aux parents. En prévision de cette rentrée, le ministère a promulgué une circulaire concernant les trois cycles (primaire, moyen et secondaire) portant «allègement du poids du cartable

ainsi que la réduction des coûts des articles scolaires et la rationalisation de leur utilisation». Les recommandations portent également sur la nécessité du maintien du cahier d'activités en classe. Il s'agit aussi de «ne pas ramener tous les articles à la fois et de consacrer un casier à la classe», avait souligné la ministre.

Aussi, et pour accueillir tous les élèves et faire face à la surcharge des classes, c'est l'ensemble des 27 351 établissements scolaires qui ont été mobilisés, outre le recours aux classes en préfabriqué mises en place par le ministère de l'Habitat, aux classes mobiles et au système des classes à double vacation. La réussite de l'actuelle rentrée scolaire est tributaire du strict respect de toutes les instructions et orientations données.

K.N.

Réalisations des 20 dernières années
Le bilan sera soumis à Bouteflika cette semaine

Le secrétaire général du Parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès a révélé, mardi à Alger, que le bilan des réalisations des 20 dernières années que son parti s'attelle à établir depuis cinq mois, sera soumis au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, cette semaine.

Lors d'une rencontre avec les représentants de l'Organisation nationale des enfants de chouhada (Onec) et de l'Organisation nationale des enfants des moudjahidine (ONM), dans le cadre de la concrétisation «d'un front national solide» auquel le Président de la République avait appelé dans son message, à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid, M. Ould Abbès a indiqué que «l'opération de recensement et d'évaluation des acquis réalisés dans le pays dans les différents domaines s'est achevée et le bilan sera soumis cette semaine au Président de la République».

«L'appel du Président de la République à former «un front populaire fort vise à garantir la stabilité du pays et la préservation des acquis réalisés durant les deux dernières décennies», a-t-il dit, faisant savoir que «le montant dépensé depuis 1999 pour la réalisation d'infrastructures dans différents domaines à l'instar des universités, des routes et des barrages, se chiffre à 1 000 milliards de dollars».

Rappelant qu'«à l'instar de la déclaration du 1^{er} Novembre 1954, l'appel du Président de la République intervient au moment opportun, car le danger subsiste toujours», le SG du FLN a précisé que «les quantités considérables de drogue saisies, notamment aux frontières ouest et l'affaire des 701 kg de cocaïne sont la preuve que l'Algérie est ciblée».

«Le FLN soutient le président pour l'avenir de l'Algérie et par fidélité à sa personne pour les acquis réalisés durant 20 ans», a-t-il affirmé.

Reda A.

LPP

Remédier aux lacunes

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a affirmé, mardi à Alger, la nécessité de remédier progressivement aux lacunes enregistrées par les citoyens bénéficiaires de logements et de respecter les engagements pris dans ce sens.

Lors de sa visite de travail et d'inspection qu'il a effectuée à la cité Dermouche, commune de Bordj El Bahri à Alger (600 logements promotionnels publics-LPP), pour s'enquérir de la réalisation des raccordements en gaz et électricité aux citoyens bénéficiaires, le ministre a déclaré que cette visite se veut être un message clair et direct aux responsables de son

secteur sur la nécessité de «respecter les engagements pris envers les citoyens et de prendre en charge leurs préoccupations».

«Notre visite aujourd'hui est un message aux responsables pour qu'ils respectent leurs engagements. Il y a des lacunes à remédier à travers les moyens mis en place et la volonté, d'autant que les préoccupations des citoyens sont soulevées d'une manière civilisée», a-t-il soutenu.

Le ministre a rencontré les représentants de la cité, qui ont exprimé leur satisfaction quant aux efforts consentis pour remédier aux manques enregistrés, par lesquels ils ont pu bénéficier entièrement des différents raccordements

en eau, gaz et électricité.

S'adressant aux citoyens, M. Temmar a indiqué que le secteur a adopté le régime de priorité en veillant à assurer des logements aux citoyens et à parachever le reste des besoins (espaces de détente et autres).

Saluant le rôle des micro-entreprises oeuvrant dans le domaine de gestion des cités en termes de sécurité, de propreté et de maintenance, le ministre de l'Habitat a exprimé sa volonté d'étendre cette expérience vers les autres cités du pays.

Des postes d'emploi ont été créés par ces micro-entreprises à savoir des gardiens, des agents de nettoyage et de maintenance.

Le ministre s'est entretenu avec les représentants de ces entreprises sur les difficultés qu'ils ont rencontrées sur le terrain. Il a mis en avant que les portes sont ouvertes pour recevoir leurs propositions et examiner les lois régissant le domaine de leur travail. Par ailleurs, le premier responsable du secteur a instruit les responsables de son secteur d'organiser des rencontres avec les représentants des entreprises de gestion des cités et d'examiner la possibilité de vulgariser leur expérience dans les autres cités pour ainsi fournir de meilleurs services au citoyen et réduire la pression sur la commune en matière de sécurité, d'organisation, de propreté et de mainte-

nance.

Le ministre a proposé aux bénéficiaires de logements de coordonner avec les autorités locales en vue de garantir des parcelles de terrain destinées à la réalisation des espaces de détente et de loisirs au niveau de ces cités.

Le ministre avait annoncé que le dernier délai pour le lancement des projets LPP à Alger sera au plus tard le 15 septembre.

Selon les chiffres du ministère, la wilaya d'Alger a bénéficié d'un quota de 26 200 logements LPP, dont 21 695 logements ayant été lancés et 15 754 en cours de réalisation, outre 5 941 unités réceptionnées et 4 505 en attente.

Reda A.

Algérie-Union européenne

Comment gérer les retombées d'un échange inégal ?

Les mesures d'encadrement du commerce extérieur prises par le gouvernement depuis 2016 - à commencer par les licences d'importation jusqu'aux nouvelles taxes contenues dans la Loi de finances complémentaires 2018 et applicables aux produits d'importation - n'ont pas été sans susciter des réactions de la part des exportateurs étrangers qui destinent leurs marchandises vers notre pays.



Par Saâd Taferka

Pire, le mécontentement de ces opérateurs a été pris en charge par les gouvernements respectifs des pays en question et par des organisations supranationales, à l'image de l'Union européenne. Les efforts déployés par le gouvernement algérien dans le sens du rééquilibrage de la balance des paiements ont fini par révéler le côté pour le moins « cupide » d'une relation de partenariat supposée être bâtie sur une idée de codéveloppement et de complémentarité.

Le nouvel arsenal réglementaire adopté par les autorités algériennes dans le domaine du commerce extérieur est dicté par la nouvelle conjoncture qu'affronte notre pays depuis juillet 2014, faite de diminution drastique des recettes extérieures, situation qui a conduit à un important déséquilibre de la balance des paiements et un déficit budgétaire qui jalonnent les quatre derniers exercices. Parmi les partenaires commerciaux de l'Algérie qui ont réagi défavorablement - de façon franche et résolue - aux mesures algériennes tendues vers la résorption du déséquilibre de la balance des paiements, celles de l'Union européenne sont les plus connues et les plus audibles.

En avril dernier, la commissaire européenne au Commerce, Cecilia Malmström, avait jugé que le nouveau dispositif algérien d'encadrement des importations « n'est pas en conformité avec l'esprit de l'Accord d'association signé avec l'Union européenne en septembre 2005 », ajoutant qu'« il faudra trouver une issue à cette situation, sinon il faudra évoquer, dans l'Accord, les clauses de règlement

des différends ».

L'expert en économie et vice-président du Conseil national économique et social (Cnes), Mustapha Mékidèche, considère que la réaction de l'Union européenne par rapport à la limitation, par l'Algérie, de ses importations en provenance de la zone euro, est « paradoxale », et « contradictoire » et intervient « dans le contexte d'un timing particulièrement mal choisi ». L'expert juge que la réaction de l'UE est paradoxale, parce qu'au moment où les échanges avec les pays membres de cet espace régional se « développent », l'UE « se laisse aller dans des critiques contre les mesures prises par les autorités algériennes sur la base du principe de précaution et de sauvegarde ». M. Mékidèche n'a manqué de rappeler que ces critiques interviennent au moment où sont conclus des contrats « importants » avec des entreprises italiennes dans le domaine des hydrocarbures et des énergies renouvelables, ainsi qu'avec des concessionnaires européens dans le secteur de l'automobile.

Le contexte algérien a changé et...en mal

L'Accord d'association avec l'Union européenne, dont l'échéancier de sa transformation en zone de libre-échange a été signé en 2002 et entré en vigueur en septembre 2005. Cet Accord a pesé doublement sur le processus de redressement de l'économie nationale. D'abord, par ce que certains entrepreneurs et industriels ont appelé une concurrence déloyale, mais...légitime que leur ont imposée les produits importés en provenance du territoire de l'UE, produits qui ont subi un démantèlement tari-

faire au niveau des services des douanes.

La nomenclature des produits ayant bénéficié de ce privilège s'est allongée d'année en année poussant la production nationale dans ses derniers retranchements, d'autant plus que, à côté de la production européenne ainsi favorisée, se greffent les importations en provenance de Chine et des autres pays partenaires. Ensuite, sur le plan des pertes en droits douaniers générées par l'Accord d'association, des experts estiment à plus de 8 milliards de dollars le montant des recettes perdues par l'Algérie depuis 2005.

Si, sous le règne de l'embellie financière, lorsque l'Algérie en est venue à prêter 5 milliards de dollars du FMI, les pertes douanières étaient relativisées ou « cachées » par les recettes pétrolières, il n'en est plus de même aujourd'hui, au moment où le pays fait face à une crise financière chronique, qui se confirme chaque jour davantage avec les cours du pétrole qui peinent à retrouver leur vigueur des années passées sur les marchés mondiaux.

Rétrospectivement, l'on peut dire que l'Algérie a bien agi en 2010 lorsqu'elle a sollicité la révision des échéances fixées dans l'Accord. Initialement, le démantèlement tarifaire total était prévu pour 2017. Le hasard fait coïncider cette année avec un prolongement de la crise des recettes pétrolières; les experts ne voient de possibilité de redressement du prix du baril qu'au-delà de 2019. Cependant, le sursis obtenu est, en réalité, trop court pour qu'il puisse permettre un bond extraordinaire de la production nationale.

En 2020, lorsque l'Accord d'association aura été transformé en zone de libre-échange, il est peu probable que les efforts actuels du gouvernement en matière de réhabilitation de l'entreprise et diversification économique, puissent faire disparaître, comme d'un revers de main, les effets ou les séquelles de l'actuelle crise financière. C'est que le retard est immense dans la construction d'une économie de production. La rente pétrolière - par les solutions de facilité qu'elle a mises en place, l'indolence des esprits qu'elle a installée, le clientélisme qu'elle a instauré et la démagogie qu'elle a rendue possible - a agi comme un obstacle majeur aux réformes économiques et à l'accès à la culture entrepreneuriale.

2005-2014 : Un rapport de 1 à 15 !

Sans pouvoir s'y opposer frontalement au moment de l'entrée en vigueur de cet Accord, les organisations patronales algériennes avaient tiré la sonnette d'alarme dès qu'elles commencèrent à constater les retombées quasi-immédiates de cet échange inégal sur les petits producteurs algériens, particulièrement dans certains secteurs, comme le textile, le cuir...etc.

Inégal, l'échange entre l'Union européenne et l'Algérie l'est par « excellence »: pour 20 dollars exportés vers le territoire de l'UE, l'Algérie en importe 100. Un rapport de 1 à 5 en vigueur jusqu'aux dernières mesures d'encadrement des importations.

L'on se souvient que, en 2014, une évaluation sur 10 ans (2005-2014) de l'impact de l'Accord d'association, réalisée par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), a relevé que les exportations algériennes hors hydrocarbures vers le territoire de l'Union européenne se sont établies à seulement 12,3 milliards de dollars contre 195 milliards de dollars d'importations algériennes à partir du territoire de l'UE, soit un rapport de 1 à 15 !

« Dix ans après l'entrée en vigueur de cet accord, il est nécessaire d'aller vers une nouvelle étape, celle du partenariat », a affirmé le directeur de la coopération avec l'UE et les institutions européennes auprès du ministère des Affaires étrangères. Et ce n'est pas sans raison que le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, Abdelhamid Senouci Bereksi, soutenait que l'évaluation, en janvier 2016, de l'Accord d'association, visait le renforcement des relations de coopération dans le cadre d'une prise en charge « réelle » et « équilibrée » des intérêts et des attentes « légitimes » des deux parties.

Dans une première évaluation faite en 2009, et qui a prélué au report de l'échéance du démantèlement tarifaire complet à 2020, le constat fait par l'Algérie était accablant. C'est que, en dehors du marché de près de 43 millions de consommateurs que constitue l'Algérie pour les produits européens, il n'y a pas encore de véritable place - hormis certains accords commerciaux cités plus haut par M. Mékidèche, pour les investissements productifs dans une typologie de partenariat gagnant-gagnant.

Le constat fait en 2015 par l'ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, établissait que l'Accord d'association avec l'UE n'« avait pas réalisé les objectifs attendus en matière d'investissements européens en Algérie ».

Prix du pétrole

Le Brent à plus de 77 dollars

Les cours du pétrole régressaient, hier en cours d'échanges européens, la vigueur du dollar pesant sur le pouvoir d'achat des investisseurs utilisant d'autres devises.



A la mi-journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre valait 77,30 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 87 cents par rapport à la clôture de mardi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le

contrat d'octobre cédaient 94 cents à 68,93 dollars.

«Les gains du billet vert, qui profite de son statut de valeur refuge, ont pesé sur les cours du baril», a commenté un analyste.

Mardi, les prix avaient été dopés par la perspective d'une perturbation de l'activité pétrolière du Golfe du Mexique avec l'arrivée de la tempête tropicale Gordon, mais n'a au final pas affecté durablement l'in-

dustrie de la région.

Mais le baril gagne surtout du terrain depuis mi-août, quand les investisseurs ont commencé à se focaliser sur les exportations iraniennes.

«Le contrat de référence pour le Brent est passé à novembre, ce qui représente la mise en place officielle des sanctions américaines contre l'Iran», visant directement les exportations de pétrole, ont commenté d'autres analystes.

Hier soir, les marchés prendront connaissance des données hebdomadaires de la fédération professionnelle de l'American petroleum institute (API) sur les stocks des Etats-Unis, à la veille des chiffres officiels de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA). Ces données ont été retardées d'une séance en raison d'un jour férié lundi aux Etats-Unis.

R. E.

Constantine

Hausse de plus de 60% de la production des légumes secs

La production des légumes secs réalisée dans la wilaya de Constantine, au titre de la campagne agricole 2017-2018, a été marquée par une hausse de 61% par rapport à la saison dernière, a indiqué mercredi, à l'APS le directeur des services agricoles (DSA) Yacine Gheder.

Pas moins de 114 000 quintaux de légumes secs ont été produits au cours de l'actuelle campagne de récolte, a précisé le même responsable, rappelant que l'année précédente, la wilaya de Constantine a réalisé une production de l'ordre de 44 450 quintaux.

Qualifiant la production de «saut qualitatif», M. Gheder a détaillé que près de 44 315 quintaux parmi la production globale représentent les lentilles, suivies de fèves sèches avec une récolte de 31 235 quintaux alors que les féveroles se sont classées à la troisième place avec 19.395 quintaux suivies des pois chiches avec une production estimée à 15.905 quintaux et les pois secs avec 2.935 quintaux.

Le respect de l'itinéraire technique, la disponibilité des engrais et semences en quantités suffisantes ainsi que l'organisation régulière de programmes de formation et de vulgarisation à destination des fellahs de cette filière, sont les facteurs essentiels qui ont favorisé cette augmentation, a affirmé le même responsable. Le rendement moyen de cette production a également enregistré une hausse passant de 10 quintaux/hectare la saison dernière à 18 quintaux/hectare recensés cette année, a ajouté la même source, soulignant que cette production a connu une évolution favorisée également «par la bonne pluviométrie qui a atteint 500 mm».

La campagne agricole en cours a ciblé une superficie globale de 6.340 hectares répartis sur plusieurs communes de la wilaya qui a connu une hausse pour cette année de 1 930 ha supplémentaires, a fait savoir M. Gheder qui a indiqué que pas moins de 2 450 ha parmi la surface globale ont été consacrés aux lentilles, 1.430 aux fèves sèches, 1 370 ha aux pois chiches, 930 ha aux féveroles et 160 ha aux pois secs.

Les localités situées dans la zone Nord-Ouest du chef-lieu de wilaya sont les plus productives des légumes secs dont la plus grande quantité récoltée a été recensée dans la commune d'Ibn Ziad qui a enregistré 25 290 quintaux sur la récolte globale, suivie de celle Zighoud Youcef dont sa récolte a atteint 21 855 quintaux, a conclu la même source.

H. M.

Le prix du panier de l'Opep à plus de 76 dollars

Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), s'est établi mardi à 76,32 dollars le baril, contre 75,77 dollars la veille, a indiqué mercredi l'Organisation sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence des pétroles bruts de l'Opep comprend le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Ecuador), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export

(kuwait), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marin (Qatar), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela). Mardi, les cours de l'or noir étaient en hausse à Londres. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en novembre, valait 78,22 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 58 cents par rapport à la clôture de vendredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat

d'octobre prenait 17 cents à 69,97 dollars une heure après son ouverture. Pour rappel, les 24 pays producteurs Opep et non Opep ont convenu le 23 juin dernier à Vienne de limiter à 100% leur niveau de respect des engagements pris dans le cadre de l'accord de baisse qui vise à retirer du marché 1,8 million de barils/jour. Cet accord Opep-non Opep a été prolongé jusqu'à fin 2018 lors de la réunion de tenue en novembre 2017. A noter que les pays participants à la déclaration de la coopération ont atteint un niveau de

conformité de 109 % au cours du mois de juillet dernier contre 121% en juin dernier. La prochaine réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (Jmmc) est prévue pour le 23 septembre 2018 à Alger.

Lors de cette réunion, le JMMC examinera le plan de suivi des fondamentaux du marché et des niveaux de conformité pour le reste de l'année 2018, ainsi que le cadre de coopération à établir en 2019 et au-delà.

Bilal L.

Céréales

Les conditions d'exemption de la TVA définies

Les conditions et modalités d'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des opérations de vente de l'orge et du maïs ainsi que les matières et produits destinés à l'alimentation de bétail, ont été définies par un décret exécutif publié au *Journal officiel* n° 50.

Pour les opérations d'importation, l'octroi du bénéfice de cette exemption est subordonné à la souscription d'un cahier des

charges, qui doit être accompagnée d'un programme prévisionnel annuel d'importation, indique le texte. L'importateur est tenu d'informer, mensuellement, le ministère chargé de l'agriculture, de la réalisation de ses importations prévisionnelles.

Pour les importations supplémentaires, elles doivent faire l'objet d'un avenant au programme prévisionnel annuel.

L'octroi du bénéfice de l'exemp-

tion de la TVA est subordonné à la présentation par l'importateur aux services fiscaux, du cahier des charges et du programme d'importation prévisionnel annuel, visés par les services compétents du ministère chargé de l'agriculture.

Concernant la production nationale d'aliments de bétail, le décret exécutif note que le bénéfice de l'exemption de la TVA est conditionné par la souscription, par le collecteur ou le transformateur,

d'un engagement de destination des matières et produits locaux, aux coopératives agricoles, aux offices, aux fabricants d'aliments de bétail ou directement aux éleveurs l'utilisant à des fins d'alimentation de leurs cheptels.

La mise en application de l'exemption de la TVA pour les produits locaux est subordonnée à la présentation par les collecteurs ou transformateurs d'aliments de bétail, aux services fiscaux territo-

rialement compétents, de l'engagement visé par les services compétents du ministère chargé de l'agriculture.

Le même texte avise, cependant, que le non-respect des engagements souscrits par l'importateur et par les collecteurs ou les transformateurs entraîne l'application des sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

Reda A.

Lutte contre le changement climatique

Une source de croissance et créatrice de richesses

La lutte contre le changement climatique sera source de croissance et créatrice de richesses, indique un rapport d'experts internationaux publié hier, qui veut, en évaluant les gains potentiels, convaincre les Etats et les entreprises de s'engager plus activement.



La transformation de notre modèle économique vers une économie peu émettrice de CO₂ «recèle de nombreuses opportunités», avance ce rapport de la Commission mondiale sur l'économie et le climat, créée en 2013 et soutenue par d'anciens dirigeants politiques, des chefs d'entreprises et des économistes.

Grâce à l'émergence de villes moins polluées, le développement d'une énergie propre, d'infrastructures et d'une agriculture plus compatibles avec l'environnement, «nous obtiendrons une productivité plus élevée, des éco-

nomies et une plus grande inclusion sociale», ajoutent les auteurs du rapport.

Selon eux, les bénéfices d'un changement de modèle pourraient représenter 26 000 milliards de dollars de gains économiques supplémentaires d'ici à 2030, et générer 65 millions d'emplois en plus par rapport à la tendance actuelle.

Les Etats pourraient également engranger 2 800 milliards de dollars de recettes par an en 2030 (soit le PIB actuel de l'Inde) en supprimant les subventions aux énergies fossiles d'ici à 2025 et en mettant en place un prix du

carbone efficace, entre 40 et 80 dollars la tonne en 2020, alors qu'il est beaucoup plus faible actuellement dans les différents mécanismes mis en place ou envisagés par 70 Etats ou juridictions.

Mais «le rythme de ces transformations n'est pas assez soutenu» par rapport à l'enjeu, estime les auteurs de l'étude, dans la lignée du discours de nombreux scientifiques.

«Nous sommes à un moment charnière décisif. Les responsables politiques devraient lever le pied du frein et donner un signal clair», affirme l'ancienne

ministre des Finances du Nigeria, Ngozi Okonjo-Iweala, coprésidente de la Commission mondiale sur l'économie et le climat, aux côtés du P-DG d'Unilever Paul Polman et de l'ancien vice-président de la Banque mondiale, Nicholas Stern.

Le rapport défend notamment une accélération des investissements dans les infrastructures durables (réseau d'énergie, de transports, d'eau, bâtiments). A ce titre, les banques multilatérales et de développement doivent multiplier par deux leurs investissements, à 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020. **R. T.**

Affaire Skripal Moscou dénonce une «manipulation de l'information»

La Russie a dénoncé hier une «manipulation de l'information» après l'annonce par la police britannique du lancement dans le cadre de l'affaire Skripal de mandats d'arrêts contre deux citoyens russes, que Moscou affirme ne pas connaître, ont rapporté des médias.

«Nous appelons une nouvelle fois les Britanniques à cesser les accusations publiques et la manipulation de l'information», a déclaré la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, citée par l'agence de presse TASS.

«Les noms et les photographies qui ont été publiés dans les médias ne nous disent rien», a-t-elle ajouté, appelant Londres à «coopérer» avec la Russie pour l'enquête sur l'empoisonnement des Skripal.

La police britannique a annoncé hier avoir lancé des mandats d'arrêt contre deux ressortissants russes, soupçonnés d'être liés à l'empoisonnement au Novitchok le 4 mars dernier à Salisbury en Angleterre de l'ex-agent double russe Sergueï Skripal et de sa fille Loulia.

Ces deux hommes, pourraient cependant avoir voyagé «sous des noms d'emprunt», selon le chef de l'antiterrorisme britannique, Neil Basu, cité par l'AFP.

Trois chefs d'accusation ont été retenus par le Parquet britannique contre les deux Russes : conspiration en vue de commettre un meurtre, tentative de meurtre contre les Skripal et un policier britannique qui avait été contaminé après leur avoir porté secours en mars à Salisbury et usage et possession de Novitchok, un puissant agent innervant.

Londres accuse Moscou d'être responsable de l'empoisonnement de Sergueï Skripal et de sa fille. La Russie a toujours nié toute implication et dénonce une «provocation».

L'affaire a engendré une grave crise diplomatique entre Moscou et les Occidentaux et abouti à une vague d'expulsions réciproques de diplomates ainsi qu'à de nouvelles sanctions adoptées contre la Russie. **Reda A.**

Norvège

Le plus gros fonds souverain au monde appelle à la protection des océans

Les entreprises devraient faire plus d'efforts dans la gestion des défis et opportunités liés à la protection des océans, notamment contre la pollution par des déchets plastiques, estime le plus gros fonds souverain au monde, celui de la Norvège dans un document publié hier.

Poids lourd de la finance mondiale, le fonds a publié un document dans lequel il énonce ses attentes dans ce domaine à l'égard des quelque 9 000 entreprises dans lesquelles il est investi.

«L'océan est un élément vital de la biosphère et un élément important pour l'économie mondiale», a souligné le patron du fonds,

Yngve Slyngstad, cité par l'AFP.

«Nous attendons des entreprises, qu'elles gèrent les défis et opportunités liés à une utilisation durable des océans», a ajouté dans un communiqué, le responsable de ce fonds qui pèse 8 660 milliards de couronnes (890 milliards d'euros).

Le fonds, appelle par exemple les producteurs de plastique à envisager une transition vers une «économie circulaire» économe en matières premières, et les pêcheurs à adopter des pratiques durables en s'assurant de ne pas mettre en danger les futures ressources halieutiques.

Ces attentes s'adressent aux entreprises

actives en mer (transport maritime, pêche, aquaculture) mais aussi à celles qui peuvent avoir un effet sur les océans (distribution, industrie plastique, agriculture), précise le fonds.

Le fonds a parallèlement publié un document dans lequel il examine sa contribution aux objectifs de développement durable de l'ONU.

«Notre contribution la plus importante est de renforcer la gouvernance, d'améliorer les performances et de promouvoir des pratiques d'affaires compatibles avec le développement durable», a affirmé le responsable. **H. Y.**

Téléphones portables

Une application supprimée par un quart des utilisateurs de Facebook

Un quart des utilisateurs de Facebook aux Etats-Unis, soit 26%, ont supprimé de leurs Smartphones l'application du réseau social depuis un an, selon un sondage publié hier par l'institut indépendant Pew Research Center.

Le mouvement est encore plus marqué chez les 18-29 ans selon l'enquête qui a révélé que 44% affirment avoir effacé l'application

de leur téléphone portable entre juin 2017 et juin 2018.

Supprimer l'application ne signifie pas pour autant se désabonner de Facebook.

Le sondage a été réalisé du 29 mai au 11 juin, sur un échantillon de 3.413 utilisateurs de Facebook, issus d'un échantillon plus large de 4 594 personnes.

Sur les 12 mois étudiés par le Pew Research Center, 54% des

détenteurs de pages Facebook aux Etats-Unis assurent avoir modifié leurs paramètres d'utilisateurs. Parmi les 18-29 ans, la proportion monte à 64%.

Et 42% des personnes interrogées indiquent avoir volontairement cessé de consulter leur page durant plusieurs semaines, voire davantage.

Quelque 74% des usagers du réseau social ont répondu avoir

effectué au moins une de ces trois actions (supprimer l'application, modifier les paramètres, ne plus consulter) durant cette même période d'étude.

Le premier réseau social au monde a été mi-mai dernier, au centre du scandale lié au cabinet britannique Cambridge Analytica (CA), qui a collecté indûment les données de millions de ses usagers. L'affaire a suscité une prise

de conscience chez beaucoup d'internautes, qui se sont soudainement inquiétés de la diffusion de leurs données personnelles.

L'entrée en vigueur, fin mai, du nouveau Règlement européen sur la protection des données personnelles (Rgpd) a encore attiré un peu plus l'attention des usagers sur le sujet. Facebook a réagi en facilitant la modification des paramètres d'utilisateurs. **Reda A.**

Ouargla

Un budget pour la promotion du secteur de l'éducation

Une enveloppe de plus de 2,4 milliards de DA a été consacrée pour la promotion du secteur de l'éducation de la wilaya de Ouargla, a-t-on appris mardi des services de la wilaya.



Le montant est destiné à la réalisation d'une série d'opérations, dont la restauration, le réaménagement et l'équipement des dizaines d'établissements scolaires, la réalisation des cantines, le renforcement du transport scolaire et l'installation des équipements de chauffage, a indiqué le wali Abdelkader Djellaoui, en marge de l'inspection des établissements scolaires au niveau de la wilaya-déléguée de Touggourt, de la daïra d'El

Hedjira. L'enveloppe financière a été dégagée sur budget de la wilaya et au titre du fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales et des plans communaux de développement (PCD), a-t-on précisé.

M. Djellaoui a fait part, à ce titre, dans le cadre de la mise en oeuvre des instructions des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et de l'Education nationale, du lancement d'une vaste campagne de nettoyage et d'hy-

giène des établissements scolaires, menée en coordination avec les services des communes, des institutions administratives et des associations caritatives et juvéniles.

A noter que le secteur de l'éducation de la wilaya de Ouargla a été renforcé au titre de la nouvelle saison scolaire 2018/2019 par l'ouverture de 12 nouvelles structures pédagogiques, dont 10 écoles primaires, une annexe d'enseignement moyen et un lycée.

Quatre écoles primaires

seront dotées d'équipements fonctionnant à l'énergie solaire dans le cadre de la mise en oeuvre des orientations du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire portant exploitation des énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie électrique au niveau des structures des collectivités locales. A relever que la visite du wali entre dans le cadre des préparatifs de la prochaine rentrée scolaire.

Reda A.

Des enseignants hospitalo-universitaires affectés à la Faculté de médecine

Vingt-six enseignants hospitalo-universitaires ont été affectés à la Faculté de médecine relevant de l'Université Kasdi Merbah de Ouargla (Ukmo) au titre de la nouvelle année universitaire 2018/2019, a-t-on appris mardi auprès du recteur de cet établissement de l'enseignement supérieur.

Ce nouveau recrutement contribuera au renforcement de l'encadrement pédagogique des étudiants dans les différentes spécialités médicales, a souligné le Professeur Mohamed Tahal Halilat, lors d'un point de presse.

Ouverte officiellement au titre de la rentrée universitaire 2014/2015, la Faculté de médecine dispose de diverses structures, dont deux amphithéâtres, 18 salles de travaux dirigés et neuf laboratoires (anatomie, biochimie, biophysique, chimie, cytogénétique, histologie, informatique, microbiologie et physiologie) et une bibliothèque.

Pas moins de 5 200 nouveaux bacheliers ont été orientés vers l'université de Ouargla au titre de la prochaine année universitaire, portant son effectif global à près de 30 000 étudiants, selon le même

responsable. Des moyens humains et logistiques ont été mobilisés par les services de cet établissement de l'enseignement supérieur afin de garantir le bon déroulement et la réussite de l'opération d'inscription définitive des nouveaux bacheliers, (2-6 septembre), a-t-il fait savoir. Composée de 10 facultés ainsi que deux instituts l'Ukmo, dont l'encadrement pédagogique est assuré par près de 1 200 enseignants, tous grades et rangs confondus, dispose d'une capacité de plus de 23 800 places pédagogiques.

L. M.

Illizi

Convention de qualification des gestionnaires de cantines scolaires

Une convention de coopération portant formation qualifiante de 197 agents chargés de la gestion des cantines scolaires vient d'être signée entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et les services de la wilaya d'Illizi, a-t-on appris mardi des responsables du secteur de l'enseignement et de la formation professionnels (Defp).

Inscrite au titre de la mise en oeuvre de la convention

signée entre le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire (Miclaf), et celle de la formation et de l'enseignement professionnels, cette convention s'assigne comme objectifs la qualification des agents chargés de la gestion des cantines scolaires, le bon fonctionnement de ces structures, l'amélioration des prestations, a expliqué le Defp, Youcef Hamdani. Cette initiative permettra aux

agents à travers les différents établissements scolaires, de bénéficier de la formation qualifiante des cuisiniers, de gestionnaires de cantines, d'agents d'hygiène et des aide-cuisiniers, a-t-il ajouté. Le directeur de l'Administration locales (DAL) à la wilaya d'Illizi, M. Abderrahmane Benmebirik a, pour sa part, indiqué que cette action, initiée par le Miclaf, vise à combler le déficit accusé en personnels cuisiniers qualifiés au

niveau des établissements primaires et l'amélioration des conditions de restauration.

Pour ce faire, la wilaya d'Illizi s'est vu accorder, au titre de l'insertion professionnelle, 412 nouveaux postes répartis en fonction des besoins formulés par les communes en vue de couvrir les carences relevées dans les prestations de la restauration scolaire, a indiqué la même source.

L. M.

Bordj Bou Arréridj Réception de plusieurs établissements scolaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj a été renforcé la veille de la rentrée scolaire par la réception de cinq groupes scolaires, deux CEM (Collège d'enseignement moyen) et un lycée, a-t-on appris mardi du wali, Salah El Afani. Il s'agit de trois groupes scolaires réalisés au chef-lieu de wilaya et de deux autres dans la commune de Ras El Oued en plus de deux CEM dans la localité de Bendada et au village de Draâ Abyadh relevant de la localité d'El Ychir, a précisé le même responsable lors d'une opération de distribution des trousseaux scolaires en faveur des élèves démunis, organisée lundi au siège de la wilaya dans le cadre de la solidarité scolaire. Tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer la réussite de cette rentrée scolaire dont la majorité des actions ont été prises pour assurer de meilleures conditions de scolarisation dont l'ouverture de nouvelles classes supplémentaires pour solutionner le problème de surcharge et l'installation de chauffage, notamment selon le même responsable, notant que certaines écoles primaires ont été dotées d'équipements en énergie solaire, notamment les établissements en cours de réalisation au chef lieu de wilaya et dans la commune de Ras El Oued. Les cantines scolaires seront opérationnelles le premier jour de la rentrée prévue pour le 5 septembre 2018, conformément aux instructions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire qui avait procédé à l'organisation d'une formation en faveur des cuisiniers et des travailleurs chargés de la gestion des écoles primaires dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarisation, a-t-il affirmé.

Pas moins de 8 200 trousseaux scolaires dont 4 200 financés du budget du ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme en plus de 1 000 tabliers, de 4 000 trousseaux financés sur budget de la wilaya, ont été distribués à travers 34 communes, selon les besoins de chaque région, par rapport aux statistiques établies par la direction locale de l'éducation.

H. B.

Laghouat

96 postes doctorants ouverts à l'université Ammar Thelidji

Au moins 96 nouveaux postes du 3^{ème} cycle de doctorat (système LMD) ont été ouverts dans les différentes filières d'enseignement spécialisé à l'université Ammar Thelidji de Laghouat au titre de la nouvelle saison universitaire 2018/2019, a-t-on appris mardi auprès des services de cette institution. Ces postes, à y accéder sur la base d'un concours national prévu au mois d'octobre prochain, sont répartis sur 11 branches et 32 spécialités d'enseignement, soit trois postes par spécialité, dont les sciences de la matière, sciences et techniques, sciences de la nature et de la vie, les sciences sociales et humaines, lettres et langue arabes, droits, sciences politiques et sciences économiques, a-t-on indiqué de même source. Cette nouvelle formation vient se greffer à 111 spécialités doctorantes, LMD et classique, ouvertes dans cette institution universitaire depuis la mise en oeuvre de ce système. Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique de Laghouat sera consolidé, à la faveur de la nouvelle rentrée universitaire, de nouvelles structures, dont une unité de recherches en plantes médicinales appelées à soutenir les recherches médicales et en médecine alternative, ainsi qu'une base technologique pour analyses physico-chimiques. Il est prévu également la réception de 1 000 places pédagogiques à l'Institut des sciences et techniques d'activités sportives et physiques, en plus de l'entrée en service d'une bibliothèque centrale de 5 000 places au niveau du nouveau pôle universitaire. Ce secteur qui coiffe l'université de Laghouat et le centre universitaire d'Aflou et de l'Ecole normale supérieure, recense 36 416 étudiants, répartis sur 58 spécialités en licence et 107 en master.

M. T.



Modernisation de l'axe "Chiffa-Berrouaghia"

L'intégralité du projet sera livrée au 1^{er} trimestre 2019



L'intégralité du projet de modernisation de l'axe routier Chiffa-Berrouaghia, qui enregistre un taux d'avancement globale de 86%, sera livrée et ouverte à la circulation, au courant du 1^{er} trimestre de l'année 2019, a déclaré, mardi, le directeur de l'agence des autoroutes (ADA).

Les sections d'autoroutes et les ouvrages d'art du projet de modernisation de l'axe «Chiffa-Berrouaghia», encore en chantier ou en voie d'achèvement, seront livrés «graduellement» à partir de la fin décembre prochain, a indiqué Nadir Brahiti, en marge d'une visite d'inspection du wali sur des chantiers d'El-Hamdania, Médéa et Ouzera.

Selon le directeur de l'ADA, un nouveau tronçon, de 6 km, qui fait la jonction entre «haouch-Messaoudi», sortie

sud de la commune d'El-Hamdania, et Médéa, sera livré début décembre prochain, assurant que des dispositions ont été prises afin que les deux ouvrages d'art, situés sur ce tracé, puissent être achevés à temps et permettre la mise en service, avant la fin de l'année, de ce tronçon.

Le même responsable a également annoncé la livraison, courant décembre, de l'échangeur Médéa-Ouzera, dont l'exploitation va contribuer à régler définitivement le problème des grands embouteillages que connaît cet axe et assurer une meilleure fluidité du trafic routier, a-t-il expliqué.

Le directeur de l'ADA a signalé, en outre, l'achèvement total du viaduc d'El-Hamdania, qui relie les deux tubes du tunnel de la même localité à «Haouch-Messaoudi», sortie sud d'El-Hamdania, sur une distance de 2,6km, tout en précisant que l'exploitation de ce important ouvrage d'art ne pourra s'effectuer qu'une fois les travaux de finition et d'équipement des tunnels d'El-Hamdania et de Blida, dont les travaux de génie civil

sont achevés à 100%.

La section d'autoroute Blida-El-Hamdania, qui comprend, outre les deux tunnels, plusieurs ouvrages d'art, figure parmi le dernier lot du projet de modernisation de l'axe «Chiffa-Berrouaghia», qui s'étend sur un linéaire de 53 km, programmé pour être livré au courant du 1^{er} trimestre de l'année prochain, d'après les prévisions de l'agence des autoroutes.

Plusieurs sections de la nouvelle voie «Chiffa-Berrouaghia» ont été mis en service, depuis aout 2017, avec l'ouverture à la circulation, pour rappel, d'un premier tronçon, de 4,8 km, entre Ouzera et Benchicao, suivi de la section Benchicao-sud jusqu'à Berrouaghia-Sud, d'un linéaire de 13,4 km, opérationnelle depuis octobre 2017, puis, une troisième section, de 3km, qui fait la liaison entre le nord et le sud de la commune de Benchicao, alors que le tronçon «Sidi-Madani» (Blida) et Médéa-Nord, d'un linéaire de 18,6 km, a été ouvert à la circulation au début de l'année 2018.

T. M.

Oran

Mise en service de trois nouveaux transformateurs électriques

Trois nouveaux transformateurs électriques ont été, dernièrement, installés et mis en service à Oran, afin d'améliorer la distribution de l'énergie électrique, a-t-on appris, mardi de la chargée de communication de la société de distribution de l'électricité de l'Ouest (SDO). Ces transformateurs ont été installés dans les zones connaissant une certaine tension dans la distribution de l'énergie électrique, à l'instar de la rue des Aurès, au centre-ville, le quartier Mahieddine Benarba et Haï Emir Abdelkader, trois zones qui enregistrent une surconsommation de cette énergie, a précisé Mme. Fatima Fellahi. La même source indique que cinq autres transformateurs ont été dotés de nouveaux équipements afin d'améliorer leur performance, les anciens ne pouvaient plus répondre à la demande. Ces nouveaux équipements ont permis de réduire de 24% le nombre des pannes électriques enregistrées dans certaines zones, durant cette saison estivale, en comparaison avec la même période de la saison précédente, a ajouté la même responsable. D'autre part, quelque 14 km du réseau électrique de basse et moyenne tensions ont été renouvelés par la SDO au niveau d'El-Hamri, d'Es-Seddikia, d'El-Othmania, d'El-Menzah et de Haï Khemisti. Cette partie du réseau faisait l'objet de pannes à répétition dues à des agressions sur le réseau et des travaux d'excavation, endommageant les installations, explique Mme Fellahi.

R. O.

Constantine

Destruction de récoltes agricoles irriguées par des eaux usées

Dix hectares de récoltes agricoles irriguées à base d'eaux usées, ont été détruits lundi dans la zone rurale de Dababia relevant de la commune de Hama Bouziane à Constantine, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. L'opération est inscrite dans le cadre des mesures décidées par le chef de l'exécutif local Abdessamie Saidoune, visant la prévention et la lutte contre les maladies à transmission hydrique, a précisé un communiqué émanant de la wilaya. La superficie détruite a concerné diverses productions dont le persil, les épinards, les navets et le maïs-fourrage, a détaillé à l'APS, le directeur local des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri.

L'opération a été réalisée par le secteur agricole avec la collaboration des services de la daïra de Hama Bouziane et ceux de la Gendarmerie nationale, ont indiqué les services de la wilaya. Cette action a porté également sur la saisie des équipements agricoles servant à l'irrigation dont trois (3) moteurs de pompage a conclu la même source.

L. M.

Relizane

Des foyers de brucellose décelés

Pas moins de 47 foyers de brucellose affectant les bovins ont été décelés dans la wilaya de Relizane depuis le début de l'année en cours, a-t-on appris mardi de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya, Ali Abdelaziz. Ces foyers ont été détectés lors du suivi et de la vaccination des vaches laitières ciblant un total de 1.559 exploitations agricoles de la wilaya et initiées régulièrement par l'inspection vétérinaire de la wilaya. La plupart des zones où ont été décelées ces foyers se situent à l'est et au sud de la wilaya, notamment à Mazouna, Zemmoura où se trouvent des têtes de bovins en grand nombre. L'opération de dépistage et de vaccination, qui a touché 6.747 têtes de vaches laitières, a révélé 47 cas de vaches contaminées qui ont été abattues directement.

Le contrôle vétérinaire se poursuit pour prélever des échantillons dans certaines zones rurales où est suspectée une prolifération de cette maladie afin d'éviter sa propagation et les soumettre aux analyses avant de les envoyer à l'Institut Pasteur d'Alger pour confirmation. Le responsable a souligné que la direction des Services agricoles procèdera prochainement à l'indemnisation des éleveurs de bovins affectés par cette maladie. La brucellose est une maladie qui atteint l'homme par le transfert de la bactérie causant la brucellose par la consommation du lait de vache et dérivés pollués ou par contact direct avec l'animal affecté. La wilaya de Relizane dispose d'un patrimoine animalier de plus de 30.000 têtes bovines, dont 20.000 vaches laitières, selon l'inspection vétérinaire.

L. Y.

Bouira

Ouverture de cinq nouveaux établissements scolaires

Cinq nouveaux établissements scolaires ouvriront leurs portes mercredi au niveau du chef-lieu de la wilaya de Bouira, indique mardi un rapport de la direction de l'Education.

Il s'agit de deux collèges d'enseignement moyen (CEM) et trois groupes scolaires nouvellement réalisés et réceptionnés il y a quelques semaines, a expliqué le directeur de l'Education, Mourad Meziane.

La wilaya de Bouira dispose actuellement de 725 établissements scolaires, qui accueillent 179 747 élèves.

Selon le document, Bouira a bénéficié d'une enveloppe financière de 37 milliards de centimes accordés par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales.

«Ce montant est destiné à la réhabilitation et la réparation de 90 écoles primaires réparties sur les 45 communes de la wilaya», a expliqué M. Meziane. La même caisse a accordé entre autre un montant de 182 millions de dinars à la wilaya de Bouira pour assurer le transport scolaire aux élèves ainsi que la maintenance et l'entretien des matériels de transport scolaire, d'après les détails donnés par le responsable.

Au total 23.400 élèves sont concernés par le transport scolaire et 238 bus ont été déployés à travers les différents établissements scolaires pour assurer cette commodité aux écoliers, a assuré le directeur de l'Education.

Par ailleurs, une enveloppe finan-

cière de 94 millions de dinars a été consacrée par la wilaya pour l'achat et l'acquisition de 21.367 cartables et tabliers, a ajouté la même source, précisant que 65.000 élèves ont bénéficié de la prime scolaire des 3.000 dinars pour un montant global de 195 millions de dinars.

A ce propos, le wali de Bouira, Mustapha Limani, a appelé tous les responsables concernés à veiller à la distribution de ces primes scolaires aux élèves démunis et ce avant le jour de la rentrée scolaire.

Pour ce qui est de la restauration, 429 restaurants et cantines scolaires, prendront en charge 68.000 élèves à travers la wilaya, a ajouté M. Meziane.

H. D.

CONFLITS ►►

Lors de l'Assemblée générale de l'ONU

Trump veut une pression maximale sur l'Iran

Le président américain, Donald Trump, doit diriger, à la fin septembre, une réunion du Conseil de sécurité sur l'Iran, bête noire des Etats-Unis accusée par Washington de déstabiliser le Moyen-Orient.



Cette session, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, est prévue le 26 septembre en pleine semaine d'Assemblée générale annuelle des Nations unies, a précisé mardi l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley.

Donald Trump doit également présider, deux jours plus tôt, une autre réunion du Conseil de sécurité consacrée au trafic de drogues dans le monde, a-t-elle ajouté lors d'une conférence de presse.

Interrogée sur une participation du président iranien Hassan Rohani à la réunion du 26 septembre, Nikki Haley a répondu qu'il "avait le droit" d'en faire partie.

Le président iranien Hassan Rohani doit

prononcer un discours devant l'Assemblée générale de l'ONU le 25 septembre, après des interventions de ses homologues américain ou français.

«Il est difficile de trouver un endroit (dans le monde) où l'Iran n'est pas dans un conflit», a justifié Nikki Haley. «Nous ne cherchons pas un résultat concret» à cette réunion, qui a pour principal objectif de faire comprendre à l'Iran «que le monde regarde» ses activités «déstabilisatrices» dans le monde, a-t-elle précisé.

Depuis l'entrée en fonctions du président Trump début 2017, l'Iran est dans le collimateur de Washington. Les Etats-Unis accusent Téhéran de chercher à se doter d'une arme nucléaire, dénoncent le déve-

loppement de ses capacités balistiques et son influence grandissante au Moyen-Orient -Syrie, Yémen...- qu'ils jugent néfastes.

«Il y a une inquiétude croissante à l'égard de l'Iran», a déclaré Nikki Haley. «Si vous regardez le soutien de plus en plus actif de l'Iran au terrorisme, les essais balistiques auxquels ce pays procède, les ventes d'armes aux Houthis au Yémen, ce ne sont que des violations de résolutions du Conseil de sécurité», a estimé la diplomate.

«Il ne s'agit que de menaces à la région qui doivent être discutées par la communauté internationale», a ajouté Nikki Haley.

Lors d'une réunion mardi matin du Conseil de sécurité, consacrée au programme de travail des Etats-Unis pour septembre et inhabituellement publique, la Russie s'est élevée contre la tenue de cette session spéciale sur l'Iran.

Controverses à venir

Moscou a souligné qu'une discussion du Conseil de sécurité sur l'Iran ne pouvait intervenir que dans le cadre de la résolution ayant entériné en 2015 un accord international avec Téhéran visant à s'assurer que les activités nucléaires iraniennes n'ont qu'un objectif civil.

Si une réunion sur l'Iran doit se tenir, il faudrait qu'elle permette de parler des conséquences négatives du retrait cette année des Etats-Unis de cet accord international, a fait valoir Dimitri Polyanski, ambassadeur russe adjoint à l'ONU.

Sur décision de Donald Trump, ce retrait américain a provoqué une profonde fracture entre Washington et ses alliés européens et a porté un coup qui pourrait être fatal à l'accord avec Téhéran.

La présidence américaine du Conseil de sécurité en septembre risque de se traduire par plusieurs controverses avec les quatorze partenaires de Washington au Conseil de sécurité.

Outre l'Iran, la première pomme de discorde est venue d'une décision américaine d'organiser ce mercredi une réunion sur les manifestations sanglantes au Nicaragua. La Russie, la Bolivie ou la Chine ont critiqué cette mise à l'agenda, jugeant que la situation au Nicaragua ne menaçait pas la sécu-

rité et la paix internationales.

Ces pays ont refusé de se joindre au consensus qui prévaut habituellement en début de mois pour l'approbation du programme de travail d'une présidence du Conseil de sécurité.

Ce consensus relève de la «pratique» et «n'est pas une obligation», a tranché Nikki Haley, en confirmant la tenue de la réunion à 14h00 GMT.

La présidence américaine du Conseil de sécurité a aussi convoqué une réunion vendredi sur Idlib en Syrie, dont le régime syrien veut reprendre par la force le contrôle avec le soutien de la Russie, membre permanent du Conseil de sécurité. Moscou devrait à nouveau s'opposer à Washington et à ses alliés européens lors de cette rencontre.

L'ambassadrice américaine a aussi annoncé une réunion le 10 septembre sur le «Venezuela et la corruption», qui devrait aussi susciter la même opposition au Conseil que celle qui a été exprimée pour le Nicaragua.

AFP

Ghaza

L'occupant israélien ferme le point de passage d'Erez

Le point de passage d'Erez dans le nord de la bande de Ghaza a été de nouveau fermé, mercredi, par l'occupant israélien, ont rapporté des médias locaux. Le point d'Erez, seul passage pour les personnes entre l'enclave palestinienne et Israël, restera néanmoins ouvert pour «les cas humanitaires et pour les malades», ont affirmé les mêmes sources. Depuis le 30 mars, les Ghazaouis manifestent le long de la barrière érigée par Israël

avec Ghaza pour dénoncer le blocus israélien qui dure depuis plus de dix ans et au nom du droit au retour des Palestiniens sur les terres dont ils ont été chassés en 1948.

La fermeture du point de passage va aggraver la situation humanitaire déjà très précaire dans la bande de Ghaza, soumise à un sévère blocus israélien depuis plus de dix ans et où plus de 80% de la population est tributaire d'une aide, selon la Banque mondiale.

Reda A.

Syrie

Une offensive contre Idlib serait un massacre, dit Erdogan

Une offensive contre la province syrienne d'Idlib, dernier grand bastion rebelle dans le nord-ouest du pays, serait un massacre, a déclaré mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan, cité par le quotidien Hurriyet.

Les présidents russe, turc et iranien, Vladimir Poutine, Recep Tayyip Erdogan et Hassan Rohani, se rencontreront vendredi à Téhéran pour examiner la situation dans cette région de Syrie, et le président syrien Bachar al Assad pourrait attendre les résultats de cette réunion pour lancer son offensive terrestre contre Idlib.

Erdogan espère que ce sommet débouchera sur des résultats positifs, précise le quotidien truc.

Des avions syriens et russes ont mené des raids mardi dans la province d'Idlib, autour de Jisr al Choughour, à la limite occidentale de l'enclave rebelle, qui ont fait 13 morts dans la population civile, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Reuters

Irak

Journée sanglante à Bassora, six manifestants tués

La ville irakienne de Bassora a connu mardi sa journée la plus sanglante depuis le début des troubles sociaux il y a deux mois, avec la mort de six manifestants lors de nouvelles protestations contre l'inaction des autorités.

En soirée, des milliers de manifestants sont de nouveau partis à l'assaut du siège du gouvernorat à Bassora, qui symbolise pour eux l'impéritie des responsables incapables de fournir infrastructures et services de base dans la province la plus riche en hydrocarbures du pays.

Mardi, «six manifestants ont été tués et plus de 20 blessés», a affirmé à l'AFP, Mehdi al-Tamimi, chef du Conseil gouvernemental des droits de l'homme dans la province. Il a accusé les forces de l'ordre d'avoir «ouvert le feu directement sur les manifestants».

Des vidéos tournées à la morgue montre deux jeunes gens ensanglantés allongés sur des lits, l'un d'eux atteint à la tempe par une balle.

Lundi tard le soir, un autre jeune manifestant, Mekki Yasser Achour, a succombé à un tir attribué également par M. Tamimi aux forces de l'ordre.

Ses funérailles se sont transformées dans l'après-midi à Bassora en manifestation, partie de la morgue jusqu'au siège du gouvernorat, au cours de laquelle des civils en armes ont tiré en l'air pour honorer le "martyr". La marche funéraire a ensuite

dégénéré en bataille rangée entre manifestants et forces de l'ordre qui les ont dispersés à coups de gaz lacrymogènes et par des tirs en l'air, selon des correspondants de l'AFP sur place.

Parmi les protestataires, certains ont lancé des cocktails molotov et des bâtons de feu d'artifice sur le siège du gouvernorat. Ils avaient déjà incendié des installations à l'intérieur du complexe les jours précédents.

Selon les sources médicales, une quinzaine de membres des forces de l'ordre ont été blessés dans les heurts.

La grogne sociale, lancée début juillet, a semblé s'essouffler avant de reprendre de plus belle la semaine dernière après que la pollution de l'eau a conduit quelque 20 000 personnes à l'hôpital dans la province de Bassora.

Au moins 21 personnes ont été tuées depuis le début du mouvement qui dénonce pêle-mêle les services publics déficients, la pénurie chronique d'électricité et d'eau, le chômage endémique, mais aussi l'impéritie de l'Etat et des hommes politiques.

Dans plusieurs cas, les défenseurs des droits de l'homme ont accusé les forces de l'ordre, tandis que les autorités accusent des «vandales» infiltrés parmi les manifestants.

Avant l'annonce des six morts, le Premier ministre Haider al-Abadi a affirmé lors de sa conférence de presse hebdomadaire mardi, qu'une enquête avait été ouverte sur la mort du manifestant tué la veille,

AFP

Botswana

Polémique autour de la mort d'éléphants et de la lutte antibraconnage

Une centaine d'éléphants ont été retrouvés morts ces dernières semaines au Botswana victimes d'une vague meurtrière de braconnage, a affirmé mardi une ONG indépendante, vivement démentie par le gouvernement qui a crié à la tromperie.



L'organisation Eléphants sans frontières (ESF) a affirmé avoir recensé 90 carcasses de pachydermes lors d'un recensement aérien conduit récemment avec le ministère botswanais de la Faune sauvage et des Parcs nationaux (DWNP).

"Nous avons commencé notre recensement le 10 juillet et nous avons déjà dénombré 90 carcasses d'éléphants", a expliqué mardi à l'AFP le responsable de l'ONG, Mike Chase, "et nous

retrouvons chaque jour plus d'éléphants morts".

La plupart ont été tués par "des balles de gros calibre", selon M. Chase, près de points d'eau de la célèbre réserve du delta de l'Okavango, dans le nord de Botswana.

"Il s'agit du plus grave épisode de braconnage en Afrique dont j'ai jamais été informé", a souligné le défenseur de la faune.

Le gouvernement botswanais a démenti quelques heures plus tard le bilan avancé par l'ONG et les

causes de la mort des éléphants.

"Ces statistiques sont fausses et trompeuses", a-t-il vivement dénoncé sur son compte Twitter, "il n'y a jamais eu ces derniers mois ou récemment 87 ou 90 éléphants tués en un seul incident où que ce soit au Botswana".

Selon les autorités, ESW n'a dénombré que 53 carcasses d'éléphants lors de son recensement, dont "une majorité n'ont pas été victimes de braconnage mais plutôt morts de cause naturelle ou de conflits entre l'homme et la faune".

Interrogé auparavant par l'AFP, le ministre local du Tourisme, Tshekedi Khama, avait évoqué un nombre de victimes "à deux chiffres, très élevé pour le Botswana" et déclaré être "très inquiet".

"Nous avons été épargnés par les braconniers pendant longtemps, nous réalisons maintenant à quel point ils sont sophistiqués", avait-il poursuivi.

Le patron d'Eléphants sans frontières a établi un lien direct entre cette vague inédite de décès d'éléphants et la décision controversée des autorités de Gaborone, en mai, de désarmer ses "rangers" spécialisés dans la lutte antibraconnage.

Coïncé entre la Zambie et l'Afrique du Sud, le Botswana abrite la plus grande population africaine d'éléphants en liberté, évaluée à encore 135.000 animaux en 2015.

Aucun lien

La richesse de sa faune en a fait un sanctuaire très prisé des amateurs de safaris haut de gamme et un des pôles de développement de son économie, qu'il protège grâce à un arsenal antibraconnage jusque-là considéré comme exemplaire.

Jusqu'au mois de mai, ses "rangers" étaient ainsi lourdement armés et autorisés à tirer sur les braconniers.

Mais en mai dernier, le nouveau président Mokgweetsi Masisi, en place depuis le mois précédent, a ordonné le désarmement des unités, sans jamais jusque-là en expliquer ouverte-

ment les raisons.

Son prédécesseur Ian Khama était considéré un défenseur passionné de la faune sauvage de son pays.

Dans sa riposte, le gouvernement a catégoriquement nié tout lien "malencontreux" entre le désarmement de ses "rangers" et une éventuelle recrudescence des activités de braconnage.

"Le retrait des armes (...) n'a créé aucun vide dans nos opérations", a-t-il affirmé, précisant que la décision avait été prise "en conformité avec la loi qui interdit (au ministère) de posséder ces armes" et que des mesures de substitution seraient prises.

Le gouvernement a nié tout changement de politique en matière de défense de la faune. "Notre faune sauvage reste un héritage national et nos citoyens la protégeront à tout prix", a-t-il conclu. Le Fonds international pour le bien-être animal (IFAW) s'est dit choqué par l'ampleur du massacre.

"Jusque-là, les troupeaux d'éléphants étaient largement laissés en paix au Botswana", a relevé son vice-président, Jason Bell, "mais désormais ils sont dans la ligne de mire des braconniers".

L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) estime que le très rémunérateur trafic de l'ivoire ont fait dégringoler le nombre des éléphants de 415.000 à 111.000 au cours de la dernière décennie en Afrique.

Ses études révèlent qu'environ 30.000 pachydermes sont victime chaque année du braconnage.

AFP

RDC

Huit militants accusés de «destruction méchantes», détenus

Huit militants du mouvement Lutte pour le changement (Lucha) ont été accusés mardi de "destruction méchante" d'un véhicule par un officier de police, en marge d'une manifestation, la veille à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo, a annoncé le parquet.

"Nous cherchons à établir les responsabilités par rapport aux accusations portées contre eux par un colonel de police qui nous a saisis pour destruction méchante de son

véhicule privé" lors de la manifestation de lundi, a expliqué à l'AFP Dauphin Mawazo, procureur général de Goma, capitale de la province du Nord-Kivu. Parmi les huit militants, un est hospitalisé et a été "auditionné sur son lit de malade" par un magistrat.

Les sept autres sont détenus dans un cachot du parquet général de Goma pour raison d'"enquêtes", a-t-il indiqué.

Lundi, comme dans plusieurs villes de la RDC, les militants de Lucha ont manifesté pour exiger l'abandon de la machine à voter

lors des élections prévues le 23 décembre 2018 en RDC. La manifestation avait été violemment dispersée à Goma par les forces de l'ordre.

Les machines à voter controversées sont censées servir à choisir les candidats et à imprimer les bulletins de vote, selon la commission électorale (Céni). L'opposition y voit un instrument de tricherie.

Mouvement des jeunes né à Goma, Lucha se dit apolitique et non partisan mais décidé à demander des comptes aux diri-

geants. Les élections présidentielle et législatives sont prévues le 23 décembre après avoir été reportées à deux reprises en 2016 et 2017. La Constitution interdisait au président Joseph Kabila de se représenter après deux mandats. M. Kabila a finalement désigné son ex-ministre de l'intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary, comme candidat à la présidentielle pour le compte de son regroupement politique, le Front commun pour le Congo (FCC).

AFP

Burkina Faso

L'opposition appelle à une journée de manifestation

L'opposition burkinabè a appelé mardi à une journée de manifestation le 29 septembre, pour protester contre la gestion du pouvoir de Roch Marc Christian Kaboré, jugée "chaotique", depuis son accession au pouvoir en novembre 2015. Cette manifestation, qui se tiendra sur l'ensemble du territoire national, est la première du genre organisée par l'opposition depuis l'élection du président Kaboré.

"Avec gravité, l'opposition politique convie l'ensemble des Burkinabè à une journée nation-

le de protestation contre la gouvernance de la majorité présidentielle (qui) prendra la forme d'une marche meeting le samedi 29 septembre 2018 à Ouagadougou", a lancé le chef de l'opposition, Zéphyrin Diabré, en compagnie des responsables des politiques, lors d'une déclaration à la presse.

"C'est une action contre la gestion chaotique de notre pays à laquelle nous convions l'ensemble des Burkinabè, dont les forces vives, les partis politiques, les organisations de la société civile, les syndicats et les leaders

d'opinions", a-t-il indiqué.

Depuis son arrivée au pouvoir, en novembre 2015, le régime du président Kaboré fait l'objet de vives critiques, y compris dans son propre camp.

"Avec le régime de Roch Marc Christian Kaboré, les maux que les Burkinabè dénonçaient sont toujours là en pire. De nombreux problèmes apparaissent et révèlent l'incompétence de nos dirigeants qui montrent plus d'appétit pour le Burkina des affaires plutôt que pour les affaires du Burkina", a déploré M. Diabré, pointant "la menace terroriste

grandissante, l'aggravation de la misère et de la précarité, le chômage, la corruption et le népotisme, l'instrumentalisation de la justice, l'accaparement du pouvoir et la politisation de l'administration".

"Il est donc clair que lorsqu'ils jettent un regard rétrospectif sur la mi-mandat qui vient de s'écouler, les Burkinabè voient une occasion ratée et un immense gâchis, tellement les fronts de déception sont nombreux et persistants", a-t-il soutenu. "Si l'opposition a temporisé à ce jour, c'est parce qu'elle voulait laisser la

chance à nos autorités de corriger le tir et prendre la bonne direction", a justifié Zéphyrin Diabré, également leader du principal parti d'opposition, l'Union pour le progrès et le changement (UPC). Élu en novembre 2015, le président Kaboré s'est engagé à faire reculer la pauvreté mais peine à mobiliser quelque 28 milliards d'euros pour financer un très ambitieux Plan national de développement économique et social (PNDES) élaboré pour le mandat présidentiel qui s'achève en 2020.

L. M.

"Vénus noire", l'espion sud-coréen qui rencontra Kim Jong Il

Avant de rencontrer l'ancien dirigeant nord-coréen Kim Jong Il, "Vénus noire", un espion du Sud, avait été prié de se faire beau. Ce que les Nord-Coréens ignoraient, c'est qu'il avait un enregistreur miniature caché dans le pénis.

Peu d'espions ont réussi comme Park Chae-seo à atteindre les plus hautes sphères d'un Etat ennemi. Lui le fit dans les années 1990 en se faisant passer pour un ancien officier de l'armée sud-coréenne revenu de ses illusions, un homme d'affaires qui tournait des spots publicitaires dans des sites pittoresques du Nord.

Aujourd'hui, un livre et un film racontent son histoire, qui éclaire d'un jour nouveau les liens troubles entre les deux Corées.

Dans un contexte de détente sur la péninsule divisée, «L'espion parti au Nord» est devenu un best-seller. Le film cartonne au box-office, avec cinq millions de spectateurs en trois semaines, soit 10% de la population sud-coréenne.

«C'était extrêmement stressant d'être un espion», explique M. Park, 64 ans, à l'AFP, dans l'une de ses rares interviews à un média étranger. «Je risquais d'être démasqué à la moindre erreur, comme un lapsus stupide». Mais à la différence des espions nord-coréens envoyés au Sud, il n'avait pas reçu de pilules pour se suicider en cas de capture: «Nous étions formés à nous suicider à mains nues» grâce à «certains points critiques du corps», assure-t-il.

Rolex en toc

«Vénus noire» commence sa carrière dans le renseignement militaire en 1990, enquêtant alors sur le programme nucléaire balbutiant de Pyongyang. Il se lie d'amitié avec un physicien nucléaire chinois d'origine coréenne qui, contre un million de dollars, révélera que le Nord s'est doté de deux armes nucléaires de faible puissance.

En 1995, il rejoint les services du renseignement, alors appelés Agence pour la planification de la sécurité nationale (Apsn), qui lui donnent son nom de code.



Il est stationné à Pékin comme l'employé d'une entreprise sud-coréenne d'importation de produits qu'il fait passer pour des biens nord-coréens exemptés de taxes, ce qui lui permet de se constituer un réseau de contacts nord-coréens. A force de pots-de-vin, il réussit également à se rapprocher de cadres du régime. Il fournit ainsi au patron de l'espionnage nord-coréen en visite à Pékin de fausses Rolex. Il raconte avoir percé en facilitant la libération des geôles chinoises d'un neveu de Jang Song Thaek - l'influent oncle du leader actuel Kim Jong Un - en aidant à rembourser sa dette 160 000 dollars envers des commerçants chinois.

La famille de Jang Song Thaek (finalement exécuté en 2013 pour trahison) l'invite à Pyongyang en témoignage de reconnaissance. L'agence publicitaire de M. Park conclut un contrat de quatre millions de dollars avec un organisme touristique nord-coréen pour filmer des spots au Mont Paektu, berceau spirituel de la Corée du Nord, ou au Mont Kungang. Quand le Nord, victime de l'effondrement de l'URSS qui était son principal financeur, a désespérément besoin d'argent, l'espion aide des membres de la famille Kim à vendre des pièces anciennes de porcelaine céladon à de riches Sud-Coréens, raconte-t-il.

Il dit avoir visité une cache contenant des centaines d'autres céramiques en compa-

gnie d'un expert sud-coréen qui les avait évaluées à plus d'un milliard de dollars.

«Vent du Nord»

En 1997, après plusieurs voyages au Nord, il est conduit à la Maison d'hôtes Paekhwawon de Pyongyang, où Kim Jong Il travaille de nuit comme à l'accoutumée, pour un rendez-vous de 30 minutes avec le leader lui-même. Il a un magnétophone caché dans l'urètre.

Le dirigeant nord-coréen, accompagné d'un haut cadre du renseignement, ne prend pas la peine de serrer la main de son visiteur. «Sa voix était un peu rauque», se souvient M. Park. L'entretien se focalise sur la vente de porcelaines. «J'étais plutôt soulagé car cela signifiait que j'avais gagné l'entière confiance du Nord», confie-t-il à l'AFP.

Le numéro un s'intéresse également beaucoup à la présidentielle sud-coréenne, ajoute M. Park. Les années électorales en Corée du Sud donnent souvent lieu à des crises militaires transfrontalières qui permettent aux conservateurs de recueillir les voix d'électeurs indécis, un phénomène appelé «vent du Nord». Moins de trois semaines avant la présidentielle de 1987, des agents nord-coréens avaient ainsi fait exploser un vol de Korean Air au-dessus de la mer d'Andaman, faisant 115 morts.

En amont de la présidentielle de 1997,

des responsables nord-coréens avaient déclaré à M. Park que trois soutiens du candidat conservateur Lee Hoi-chang leur avaient demandé d'organiser une attaque armée.

Dans une chambre d'hôtel de Pékin, affirme M. Park, «j'ai vu de mes propres yeux les Nord-Coréens compter des liasses de billets reçus des Sud-Coréens» en échange d'une telle attaque. «Il y avait 36 liasses, chacune contenant 100 000 dollars», soit 3,6 millions de dollars.

Assurance

L'espion informe du complot ses patrons à l'Apsn ainsi que l'entourage du candidat de l'opposition Kim Dae-jung, qui rend l'affaire publique. L'attaque n'a pas lieu et M. Kim remporte l'élection de justesse.

Le trio de conservateurs est condamné pour avoir violé la loi sur la Sécurité nationale, qui interdit tout contact avec le Nord. Mais ils seront acquittés en appel, l'espion ayant refusé de témoigner à leur procès.

Sa couverture ayant volé en éclats, M. Park est limogé par les services de renseignement et repart en Chine, passant le plus clair de son temps au golf. L'Apsn, devenue Service de renseignement national, refuse de commenter les accusations de l'espion.

Après le retour des conservateurs au pouvoir et la nomination d'un nouveau patron de l'espionnage, M. Park est arrêté à Séoul en 2010 et condamné pour avoir fourni des informations classées au Nord. Il soutient avoir transmis des renseignements anodins pour gagner la confiance des Nord-Coréens. «J'ai été maintenu à l'isolement pendant six ans», accuse-t-il, parlant de représailles politiques.

L'ex-«Vénus noire» se dit convaincu que les sanctions qui frappent Pyongyang pour son programme nucléaire n'atteindront pas leur but. «Les dirigeants ne peuvent plus compter que sur les armes nucléaires pour leur survie car leurs armes conventionnelles ne sont bonnes qu'au rebut».

Si le vent géopolitique tourne à nouveau et qu'il se retrouve encore du mauvais côté de la barrière, M. Park dit pouvoir compter sur une assurance qu'il n'avait pas eu le temps d'utiliser en 2010: l'enregistrement de ses entretiens avec Kim Jong Il, Jang Song Thaek et d'autres responsables nord-coréens. Ils sont en lieu sûr «quelque part dans un pays étranger».

AFP

Brésil : une campagne surréaliste, une présidentielle imprévisible

■ A un mois de la présidentielle au Brésil, la campagne peut déjà figurer dans les annales comme la plus surréaliste et l'élection comme la plus imprévisible des temps modernes.

Jusqu'à la semaine dernière, plus de la moitié des 147 millions d'électeurs étaient prêts à se jeter soit dans les bras du prisonnier le plus célèbre du pays, l'ancien président de gauche Lula incarcéré pour corruption, soit dans ceux de l'ex-militaire d'extrême droite Jair Bolsonaro, connu pour ses dérapages racistes, misogynes et homophobes.

Signe que le Brésil va mal.

Violence incontrôlable, corruption endémique, chômage, crise budgétaire et impopularité record du président Michel Temer: les Brésiliens sont usés. Près de 30% de l'électorat se dit indécis. Les marchés sont nerveux, le réal baisse.

Le Tribunal supérieur électoral (TSE) vient de déclarer Luiz Inacio Lula da Silva inéligible à la présidentielle des 7 et 28 octobre. Situation absurde en soi: il aurait été quasiment assuré de devenir président une troisième fois.

Mais la disqualification du chef incontesté de la gauche brésilienne, loin de clarifier la situation, a créé un nouvel imbroglio.

Lula va en appeler à l'ONU et à la Cour suprême. «Légalement il y a encore une possibilité qu'il puisse se présenter», dit Michael Mohallem, analyste à la Fondation Getulio Vargas, pour qui «cette élection ne ressemble à aucune autre».

«La stratégie de tous les autres candidats dépend de Lula. C'est lui la clé de l'élection», ajoute-t-il.

Le Brésil est donc plongé dans l'inconnu, avec de surcroît une campagne très courte, car réduite de 90 à 45 jours après une réforme électorale.

Autre fait inédit, en raison du feuilleton à rebondissement de la candidature de Lula, «le pouvoir judiciaire a joué, comme jamais auparavant, un rôle central» dans l'élection, souligne M. Mohallem, qui se demande si «en démocratie, ce n'est pas plutôt le peuple qui devrait avoir le dernier mot».

Si Lula est définitivement hors course, c'est l'ex-capitaine Jair Bolsonaro, défenseur de l'usage de la torture pendant la dictature (1964-85), qui est quasiment assuré d'être au second tour.

«C'est un autre aspect surréaliste de cette campagne», dit David Fleischer, professeur de sciences politiques de l'Université de Brasilia.

Le Brésil a connu «21 ans de régime militaire et la plupart de ceux qui soutiennent Bolsonaro ont moins de 35 ans et sont nés après la dictature».

Le lampadaire de Lula

Autre bizarrerie, son Parti social libéral (PSL) n'ayant que neuf députés, M. Bolsonaro a beau avoir 8,5 millions d'abonnés sur les réseaux sociaux, il ne dispose à la télévision que d'un temps d'antenne de... huit secondes.

Au premier spot de campagne, il a juste pu dire: «Nous défendons la famille et la patrie».

Ils sont quatre candidats à jouer des coudes pour figurer au second tour contre lui.

L'état-major de Geraldo Alckmin, du PSDB (centre droit), espère que l'ex-gouverneur promarché de Sao Paulo aura dans deux semaines décollé dans les sondages (7% actuellement), grâce à ses plus de cinq minutes de spots télévisés.

L'écologiste Marina Silva et le candidat de centre gauche Ciro Gomes devront faire une excellente campagne, ce qui n'a pas été le cas jusqu'à présent.

Enfin, le Parti des Travailleurs (PT) de Lula a choisi une voie étroite - suicidaire, disent certains - en se battant «jusqu'au bout» pour la

candidature de son champion, ne nommant pas son substitut, qui aurait pu commencer à faire campagne.

La notoriété du probable joker, Fernando Haddad, colistier de Lula comme vice-président, ne dépasse guère les limites de Sao Paulo dont il fut le maire.

Son nom est si peu connu que les Brésiliens le déforment souvent en «Andrade». Il pourrait gagner en visibilité, mais pour de mauvaises raisons: lundi, il a été mis en accusation pour corruption.

M. Haddad s'est dit modestement prêt à être «le lampadaire» de Lula, en référence à l'expression qui veut que le charme de l'ex-président «permettrait de faire élire même un lampadaire». Reste qu'il sera difficile pour un «lampadaire» qui tourne autour de 4% des intentions de vote de briller. Même si le PT s'efforce désormais de montrer dans ses spots que la relation Lula-Haddad est aussi ancienne que nourrie.

Dernière étrangeté: Lula, l'exclu, aura bénéficié d'une couverture médiatique exceptionnelle. Télévisions, radios, journaux et bien sûr réseaux sociaux se sont passionnés pour la saga de sa candidature.

AFP

Le journaliste Bob Woodward signe un portrait accablant de Donald Trump

Près de 450 pages d'anecdotes et de confidences accablantes: le livre du journaliste d'investigation Bob Woodward sur Donald Trump dresse le portrait d'un président inculte, colérique et paranoïaque que ses collaborateurs s'efforcent de contrôler pour éviter les pires dérapages.

Si plusieurs ouvrages peu flatteurs pour le 45e président des Etats-Unis ont déjà été publiés, le sérieux et la réputation de Woodward, célèbre à travers le monde pour avoir révélé, avec Carl Bernstein, le scandale du Watergate qui a contraint Richard Nixon à la démission, donnent à celui-ci un relief particulier. «C'est juste un autre mauvais livre», a réagi Donald Trump dans un entretien au Daily Caller. Dénonçant des histoires colportées par d'anciens membres de son équipe mécontents ou «tout simplement inventées par l'auteur», il a accusé ce dernier, sans éléments concrets pour étayer ses dires, d'avoir eu «beaucoup de problèmes de crédibilité». Le Washington Post, qui a obtenu une copie du livre dont la sortie est prévue le 11 septembre, à quelques semaines des élections législatives de mi-mandat, a publié mardi de nombreux extraits.

A l'issue d'une rencontre entre M. Trump et son équipe de sécurité nationale sur la présence militaire sur la péninsule coréenne, le ministre de la Défense, Jim Mattis, particulièrement exaspéré, aurait dit à des proches que le président se comportait comme un «élève de CM2 ou de 6e» (10 à 11 ans, Ndlr). Toujours selon les éléments rassemblés par Bob Woodward, après l'attaque chimique d'avril 2017 attribuée au régime de Bachar al-Assad, M. Trump aurait appelé le général Mattis et lui aurait dit qu'il souhaitait assassiner le président syrien. «Tuons-le bordel ! Allons-y ! On leur rentre dedans et on les bute», aurait-il déclaré. Après avoir raccroché, M. Mattis se serait tourné vers un conseiller et aurait dit: «Nous n'allons rien faire de tout



cela. Nous allons être beaucoup plus mesurés».

«C'est un idiot»

Le livre, qui doit prochainement être traduit en français, décrit aussi longuement la frustration récurrente du secrétaire général de la Maison-Blanche, John Kelly, qui est traditionnellement l'homme le plus proche du président au sein de la «West Wing». Lors d'une réunion en petit comité, il aurait ainsi affirmé, à propos de Donald Trump: «C'est un idiot. C'est inutile d'essayer de le convaincre de quoi que ce soit. Il a complètement déraillé. On est chez les fous. Je ne sais même pas ce que nous faisons là». Dans une brève réaction, M. Kelly a assuré n'avoir jamais qualifié le président d'idiot et réaffirmé son engagement à ses côtés. Bob Woodward relate par le menu les subterfuges utilisés par l'entourage du président de la première puissance mondiale pour éviter qu'il ne prenne des décisions à l'emporte-pièce. Selon l'ouvrage explosif, son ancien conseiller économique Gary Cohn a ainsi «volé une lettre qui se trouvait sur le bureau de Trump» que le président avait l'intention de signer et qui visait à officiellement retirer les Etats-Unis d'un accord commercial avec la Corée du Sud. M. Cohn a ensuite expliqué à un proche qu'il l'avait fait au nom de la sécurité nationale et que le magnat de l'immobilier n'avait jamais remarqué qu'elle était manquante. Des extraits publiés par le Washington Post se dégagent aussi l'image d'un président irascible qui s'en prend à ses collaborateurs avec

une violence peu commune. Objet récurrent du mépris présidentiel, le ministre de la Justice Jeff Sessions est traité sans ménagement. «Ce type est mentalement retardé. C'est un abruti du Sud», aurait affirmé M. Trump à l'un de ses conseillers, Rob Porter.

«Je fais un travail extraordinaire»

L'enquête du procureur spécial Robert Mueller, centrée sur une éventuelle collusion entre l'équipe de campagne de Trump et la Russie, occupe une place de choix dans le livre. Woodward raconte comment John Dowd, ancien avocat de Trump qui a depuis jeté l'éponge, a tenté de convaincre le président de ne pas témoigner, ce qu'il avait envisagé de faire. «Je ne vais pas rester les bras croisés et le laisser passer pour un idiot», aurait déclaré sans détour l'avocat à M. Mueller pour expliquer sa réticence. L'auteur affirme avoir cherché, sans succès, à interroger M. Trump pour ce livre. Il précise que le locataire de la Maison-Blanche l'a appelé mi-août, alors que le manuscrit était terminé. Le Washington Post publie l'enregistrement de la conversation entre les deux hommes, au cours de laquelle M. Trump affirme que personne ne lui a fait passer le message du journaliste et assure qu'il aurait «adoré lui parler». «Vous savez que je fais un travail extraordinaire pour le pays. Vous comprenez tout ça ? Enfin j'espère», lance-t-il au milieu de cet étonnant dialogue où il donne, par moments, l'impression d'être résigné.

AFP

Les démocrates assaillent le candidat de Trump à la Cour suprême

L'audition du candidat de Donald Trump à la Cour suprême a débuté mardi avec une féroce bataille politique, le président républicain dénonçant l'opposition «méprisable» des sénateurs démocrates à la confirmation de Brett Kavanaugh, qui pourrait ancrer du côté conservateur l'institution chargée d'arbitrer les questions brûlantes de société. Après plusieurs heures sous le feu des démocrates, Brett Kavanaugh, 53 ans, a pris la parole en fin d'après-midi devant la commission judiciaire du Sénat américain, pour promettre d'être un juge «indépendant» s'il rejoint la haute instance judiciaire.

Les républicains disposent d'une courte majorité (51-49) au Sénat, qui a le dernier mot sur les nominations présidentielles, à vie, à la Cour suprême. Ses neuf magistrats jouent un rôle crucial car ils tranchent sur d'épineuses questions comme l'avortement, les lois sur les armes, le mariage pour tous, le système de santé ou encore le poids des syndicats. Juge conservateur siégeant depuis une décennie à la cour d'appel de Washington, Brett Kavanaugh a juré de «garder un esprit ouvert», affirmant qu'il avait parfois tranché en faveur «des employés et parfois pour les entreprises, parfois pour les défenseurs de l'environnement et parfois pour les mineurs de charbon». «La Cour suprême ne doit jamais être perçue comme une institution partisane», a-t-il souligné.

Offensive inédite

Mais les sénateurs démocrates seront difficiles à convaincre. Ils avaient promis des «étincelles» et ont tenu parole en lançant une offensive inédite: dès les premières secondes de l'audition, ils ont exigé son report. Une demande rapidement rejetée par les républi-

cains, sous les cris de manifestants qui s'étaient faufilés dans la salle. «Davantage de femmes vont être forcées d'avorter clandestinement», a hurlé une manifestante. Des femmes vêtues de coiffes blanches et de robes rouges, à la manière des personnages du livre et de la série télévisée La Servante écarlate (The Handmaid's tale) s'étaient rassemblées dans les couloirs. Les démocrates dénoncent l'arrivée tardive, lundi soir, de dizaines de milliers de documents censés alimenter les débats et liés au passage de M. Kavanaugh à la Maison-Blanche en tant que conseiller de George W. Bush.

Ils le soupçonnent d'avoir joué un rôle dans les décisions liées aux techniques d'interrogatoires musclées pendant les guerres en Irak et en Afghanistan. Les démocrates s'inquiètent également de son opinion, exprimée en 2009, que les présidents américains ne devraient pas être entravés dans leurs importantes fonctions par des poursuites judiciaires. Un point crucial puisque l'enquête du procureur spécial Robert Mueller sur la campagne de Donald Trump en 2016, fait planer la menace de poursuites contre le président républicain. Ses positions sur l'avortement et les lois régulant le port d'armes ont également occupé une grande part des discours des démocrates.

Les sénateurs républicains ont affirmé que jamais autant de documents n'avaient été livrés pour la confirmation d'un juge à la Cour suprême. Cette audition montre «à quel point l'autre côté est méchant, énervé et méprisable», a tempêté sur Twitter Donald Trump en direction des démocrates. «Ils sont prêts à dire n'importe quoi et cherchent juste à faire du mal et embarrasser l'un des juristes les

plus réputés à avoir jamais été entendu par le Congrès. Tellement triste à voir!» L'audition doit durer entre trois et quatre jours.

Elections en vue

Donald Trump a choisi Brett Kavanaugh le 9 juillet pour remplacer le juge Anthony Kennedy, parti à la retraite. Ce dernier jouait un rôle pivot, entre quatre conservateurs et quatre progressistes. Catholique pratiquant, sélectionné sur une liste approuvée par des organisations conservatrices, Brett Kavanaugh devrait la faire basculer du côté conservateur. S'il était confirmé, il deviendrait l'un des plus jeunes magistrats de l'institution, avec Neil Gorsuch (51 ans), désigné par Donald Trump en 2017.

De quoi assurer la teinte conservatrice de la Cour suprême pendant au moins une génération, comme l'avait promis le milliardaire pendant sa campagne en 2016, s'attirant le vote en masse des évangélistes. Compte tenu de la fine majorité républicaine, une poignée de sénateurs pourrait faire basculer le vote: deux républicaines défendant le droit à l'avortement et trois à cinq démocrates faisant face à une dure réélection dans des Etats pro-Trump. La Maison-Blanche apparaît confiante sur une confirmation avant les élections parlementaires du 6 novembre. Les démocrates espèrent regagner la majorité à la Chambre des représentants, voire au Sénat. Leur virulente opposition à Brett Kavanaugh sous la lumière des caméras s'adresse donc aussi aux électeurs démocrates, avec un message: leur mobilisation compte s'ils veulent empêcher l'arrivée d'autres juges conservateurs.

AFP

A Londres, le début de la fin de l'argent liquide

Pendant des siècles, les artistes et vendeurs de rue ont pu compter à Londres sur la menue monnaie amassée auprès des passants pour vivre. Mais avec la disparition progressive de l'usage de l'argent liquide dans la capitale britannique, la nécessité de s'adapter s'impose.

C'est ce qu'a rapidement compris la chanteuse Charlotte Campbell, l'une des premières à adopter un lecteur de carte bancaire sans contact pour faire rémunérer ses prestations à l'ombre du London Eye, surnom donné à la grande roue posée sur la rive sud de la Tamise.

«Les gens ont pris l'habitude de tout payer par carte», dit la jeune femme de 28 ans à l'AFP, une couronne de fleurs artificielles posée sur ses cheveux blonds. Or «si les gens n'ont plus de monnaie, l'art de rue risque de disparaître», ajoute-t-elle en cet après-midi de fin d'été.

Désormais, 5 à 10% de ses revenus ne proviennent plus de pièces de monnaie jetées dans sa housse de guitare, mais de paiements effectués sur le petit lecteur portable de cartes, qu'elle a programmé pour débiter 2 livres (2,22 euros).

A l'Eglise aussi

Les chiffres du gouvernement lui donnent raison. Selon un rapport du Trésor publié cette année, la part des paiements en liquide au Royaume-Uni est tombée de 62% en 2006 à 40% en 2016. Une proportion qui devrait chuter à 21% en 2026, pronostique le document. Le ministère encourage le mouvement en interdisant depuis janvier aux commerçants de faire payer des frais pour l'utilisation de cartes de paiement.

Autre signe que la disparition des pièces et billets de banque est en route dans la capitale britannique, un certain nombre d'adresses pour déjeuner dans la City, l'épicentre de la finance du pays, ne les acceptent plus.

Quant aux vendeurs du magazine The Big Issue, dont les recettes sont destinées à aider les personnes pauvres ou sans-abri, ils ont aussi adopté des lecteurs de cartes sans contact pour faire face à l'absence de monnaie des passants.

A l'église Christ Church East Greenwich, dans le sud-est de Londres, on utilise encore une corbeille pour la quête du dimanche, mais depuis l'an dernier, la révérende Margaret Cave a aussi déployé un lecteur sans contact.

«Les montants sont crédités de manière sûre sur votre compte bancaire, personne ne peut s'en emparer, donc c'est mieux que l'argent liquide de ce point de vue», estime-t-elle.

«Guerre contre le cash»

Le phénomène n'a cependant pas l'heur de plaire à tous.

«Une société sans liquide pose des problèmes de trois ordres», juge ainsi l'expert financier Brett Scott, auteur d'un guide sur la finance mondiale: «Celui de la surveillance - on sait ce que vous faites; celui de l'exclusion financière - vous pouvez être exclu du système; et la question de la cybersécurité», énumère-t-il.

Selon lui, banques, sociétés de service de paiement, gouvernement et entreprises de technologie financière sont engagés depuis deux décennies dans «une guerre froide contre le cash», essayant de convaincre le public que pièces et billets constituent un inconvénient.

«On peut envisager ça un peu comme une gentrification du paiement», estime l'analyste. «On essaie de pousser toute forme d'activité informelle ou non institutionnelle dans un enclos numérique que l'on peut surveiller et utilisable par de grandes institutions».

Les sans-abri, les réfugiés et ceux qui ont du mal à obtenir l'ouverture d'un compte bancaire pourraient être exclus de cette nouvelle économie, met-il en garde.

L'histoire récente semble donner raison aux pourfendeurs d'une trop grande confiance placée dans les technologies de paiement par carte: au mois de juin, quelque 5,2 millions de transactions par carte Visa - dont 2,4 millions rien qu'au Royaume-Uni - avaient été bloquées pendant plusieurs heures, laissant commerçants et consommateurs bien dépourvus.

AFP

Crise migratoire

L'Amérique latine appelle le Venezuela à accepter de l'aide humanitaire



Onze pays d'Amérique latine réunis pour la première fois sur la crise des migrants vénézuéliens ont appelé mardi Caracas à accepter l'aide humanitaire pour faire face à cet afflux qui déstabilise les capacités d'accueil de la région.

Les représentants de ces pays réunis pendant deux jours en Equateur «ont lancé un appel pour l'ouverture d'un mécanisme d'assistance humanitaire afin de soulager la crise, en portant une attention immédiate aux citoyens touchés», selon le texte, qui n'a pas été signé par la Bolivie, alliée de Caracas.

La République dominicaine, seulement représentée par un conseiller de son ambassade, devait quant à elle signer le texte prochainement.

Treize pays - Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Costa Rica, Chili, Equateur, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine et Uruguay - participaient depuis lundi à cette réunion inédite, lancée à l'initiative du gouvernement équatorien.

Le Venezuela, de plus en plus isolé sur le continent du fait de la politique du président socialiste Nicolas Maduro et des atteintes aux droits de l'homme dénoncées par son opposition ainsi que par l'Organisation des Etats américains

(OEA), était invité, mais n'avait pas répondu présent.

Les pays, dont certains sont touchés par l'exode massif de Vénézuéliens en raison de la grave crise économique qui affecte le pays, ont demandé à Caracas de garantir aux Vénézuéliens qui émigrent la possibilité d'obtenir une carte d'identité ou un passeport.

«Je pense que nous avons envoyé un message important aux millions de Vénézuéliens qui voyagent sur notre continent», a indiqué le représentant du Chili, Raul Sanhueza. «Nous leur disons que nous allons reconnaître les documents expirés à des fins migratoires», a-t-il ajouté. Les participants sont également tombés d'accord pour s'entraider concernant leurs propres ressortissants présents au Venezuela.

Ils ont exhorté «le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela à accepter la coopération des gouvernements de la région et des organisations internationales, afin de faire face à la situation de leurs communautés respectives établies au Venezuela».

Moyens d'action communs

Pendant deux jours, des représentants des treize pays ont tenté de définir des moyens d'action communs face à une des plus graves crises migratoires de l'histoire récente du continent.

Unification des mesures régissant le transit des migrants vénézuéliens, mise en

place éventuelle de quotas ou constitution d'un fonds commun à l'initiative de l'ONU étaient notamment au menu des discussions.

Lundi, l'ambassadeur argentin en Equateur, Dario Giustozzi, avait souligné la nécessité d'unifier les documents de transit des Vénézuéliens, qui sont confrontés à des situations différentes selon les pays: montrer une simple carte d'identité vénézuélienne, fournir un passeport ou un visa.

La réunion portait aussi sur les «besoins financiers» des pays d'accueil. Saluant les efforts régionaux pour faire face à la situation, le représentant de l'ONU en Equateur, Arnaud Peral, a exhorté les donateurs de la communauté internationale à poursuivre leur soutien.

Environ 2,3 millions de Vénézuéliens (7,5% d'une population de 30,6 millions) vivent à l'étranger, dont 1,6 million qui ont émigré depuis 2015 quand les pénuries de nourriture et de médicaments se sont aggravées, parallèlement à l'hyperinflation. La Colombie, le Pérou et l'Equateur sont les principaux pays d'accueil de ce flux, qui s'étend à d'autres pays sud-américains comme le Brésil.

Cette rencontre, réunissant des hauts fonctionnaires dans les domaines de l'immigration et des affaires consulaires, se déroule alors qu'une réunion extraordinaire de l'OEA est programmée dès mercredi sur le même thème.

AFP

Selon une enquête d'opinion

Une majorité de Britanniques voterait contre le Brexit

■ Une majorité de 59% des Britanniques voteraient en faveur du maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne si un référendum sur cette question était organisé aujourd'hui, montre une enquête d'opinion mercredi. Seuls 41% des électeurs se prononceraient à nouveau pour le Brexit, soit près de 11 points de moins que le score (51,9%) obtenu par les partisans d'un divorce lors du référendum du 23 juin 2016. Ces résultats contenus dans un rapport pour les centres d'études NatCen et The UK in a Changing Europe marquent le plus important revirement de position de l'opinion publique britannique en faveur du «Remain» depuis la consultation référendaire. L'auteur du rapport, le spécialiste des sondages John Curtice, rappelle toutefois que parmi les 2.048 personnes interrogées les 7 et 8 juillet, 53% des sujets du panel étaient favorables au «maintien», soit une proportion plus forte que dans les récentes enquêtes d'opinion.

«Malgré tout, il semble qu'un basculement de six points se soit produit du camp du 'Leave' vers celui du 'Remain', bien plus important que celui enregistré lors des précédentes séries d'interviews», a-t-il dit. Selon lui, si un second référendum était organisé sur cette question les partisans du maintien se verraient créditer de 54% des voix. Le gouvernement de la Première ministre Theresa May a exclu l'organisation d'une nouvelle consultation. La politique que mène la dirigeante conservatrice suscite un fort mécontentement au sein de son parti, à la fois chez les Brexiters et parmi ceux qui souhaitent demeurer dans le bloc communautaire.

Reuters

Canada

Trudeau pas prêt à se plier aux demandes américaines sur l'Aléna

■ Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a laissé entendre mardi que le Canada n'entendait pas se plier à certaines demandes lors des discussions sur l'aménagement de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) prévues avec les Etats-Unis cette semaine. «Il y a un certain nombre de choses qui doivent absolument figurer dans un Aléna renégocié», a dit Trudeau lors d'une visite dans l'Etat de Colombie britannique.

«Pas d'Aléna sera mieux qu'un mauvais Aléna pour les Canadiens et c'est la position que nous allons conserver», a-t-il expliqué. «Nous n'allons pas signer un accord qui serait mauvais pour les Canadiens», a-t-il ajouté, insistant notamment sur la nécessité de maintenir le chapitre 19 de l'accord précisant le mécanisme de règlement des contentieux entre pays signataires. Washington veut se débarrasser de ce chapitre de l'accord. Les négociateurs canadiens et américains doivent se retrouver mercredi à Washington pour tenter de dégager un terrain d'entente sur des divergences majeures.

«Il n'y a pas de nécessité politique à ce que le Canada fasse partie du nouvel accord sur l'Aléna. Si nous ne parvenons pas à un accord juste pour les Etats-Unis, après des décennies d'abus, le Canada en sera exclu», a dit Trump la semaine dernière sur Twitter. «Le Congrès ne doit pas s'immiscer dans ces négociations, sans quoi je mettrai fin complètement à l'Aléna et nous nous en porterons beaucoup mieux», a-t-il ajouté. Donald Trump a informé vendredi le Congrès de son intention de signer un accord commercial bilatéral avec le Mexique, les discussions avec Ottawa pour y associer le Canada ayant pris fin vendredi sans accord.

Reuters

Etats-Unis

La tempête Gordon arrive sur les côtes, un mort

La tempête tropicale Gordon a atteint mardi soir les côtes américaines du Golfe du Mexique, tuant un enfant et privant d'électricité des milliers de personnes, selon les autorités.

La tempête a touché terre vers la frontière séparant l'Alabama du Mississippi, où l'état d'urgence a été déclaré, et une alerte ouragan restait encore en vigueur.

L'état d'urgence a également été déclaré dans la ville de La Nouvelle-Orléans (Louisiane), dévastée en 2005 par l'ouragan Katrina. Les autorités de La Nouvelle-Orléans ont encouragé les personnes qui vivent en dehors du système de digues de la ville à évacuer les lieux.

L'enfant a été tué dans la chute d'un arbre sur un mobile home à Pensacola (Floride), ont annoncé les services de météorologie National Weather Service.

Quelque 24.000 usagers ont été privés d'électricité dans l'Alabama, la Floride et le

Mississippi, ont rapporté des médias.

Pointes à 130 km/h

Formé lundi au sud de la Floride, près de l'archipel des Keys, Gordon se trouvait mardi à 03h00 GMT à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Biloxi (Mississippi), selon le Centre national des ouragans (NHC).

La tempête se déplaçait vers le nord-ouest, avec des vents soufflant à 110 km/h en moyenne et des pointes à près de 130 km/h en son centre. L'alerte ouragan décrétée entre l'embouchure de la rivière aux Perles (Pearl River) - à la frontière entre les Etats de Louisiane et du Mississippi - et la frontière entre l'Alabama et la Floride était maintenue.

Le shérif du comté de Harrison (Mississippi), Troy Peterson, a décrété un couvre-feu s'appliquant entre 19h (01h00 GMT) mardi et 7h mercredi, selon la chaî-

ne locale WLOX. La Commission des jeux du Mississippi a demandé à tous les casinos de fermer à partir de 17h.

Gordon se déplacera dans les terres et «remontera mercredi la vallée du fleuve Mississippi», a précisé le NHC.

Jusqu'à 20 cm de pluie pourraient s'abattre sur les Etats du Golfe du Mexique.

Les fortes précipitations toucheront particulièrement la côte au niveau du point d'impact et seront accompagnées de fortes vagues, mais la tempête devrait «rapidement s'affaiblir» en remontant dans les terres.

Une seconde tempête tropicale, Florence, s'est renforcée en haute mer, devenant un ouragan de catégorie 2, avec des vents atteignant 160 km/h en moyenne, mais ne menace pour le moment aucune terre habitée.

AFP

Film sur Larbi Ben M'hidi

Les réserves sont une procédure réglementaire ordinaire

Les réserves émises par le Centre de recherche sur le mouvement national et la révolution du 1^{er} Novembre 1954 au sujet du film sur Larbi Ben M'hidi est une procédure réglementaire tout à fait ordinaire et en adéquation avec les lois régissant la production cinématographique, a indiqué mardi le directeur du centre, Djamel Eddine Miaâdi.



Le directeur du centre de recherche a rappelé que le réalisateur et coproducteur de ce film, Bachir Derrais, avait reçu des réserves et des observations de la part d'une commission de visionnage, composée d'experts et d'historiens, qu'il «se doit de prendre en considération en vertu de la loi sur le cinéma et du contrat liant les deux parties», avant de projeter le film.

En vertu de la loi 11-03 sur le cinéma, publiée en février 2011, «l'exploitation des films et des sup-

ports de communications est soumise à un visa», explique Djamel Eddine Miaâdi, rappelant que le centre de recherche veille à la «vérité des productions» vu l'interdiction par le même texte du financement et la production d'oeuvres portant atteinte aux religions ou à la Révolution de novembre et ses symboles.

Cette commission, qui oeuvre encore à finaliser les réserves et observation sur le film *Ben M'hidi*, «garantie l'authenticité des travaux sur la guerre de Libération nation-

le», explique le directeur du centre en rappelant que c'est un travail ordinaire pour toutes les productions du ministère des Moudjahidines dont *Zabana* de Saïd Ould Khelifa, *Lotfi* de Ahmed Rachedi, ou encore *Crépuscule des ombres* de Mohamed Lakhdar Hamina.

Coproducteur et réalisateur du film *Ben M'hidi*, Bachir Derrais avait annoncé que le ministère des Moudjahidines avait «interdit toute projection ou exploitation de son film avant de prendre en considé-

ration les réserves émises par la commission de visionnage».

Le film annoncé et retardé à plusieurs reprises était attendu pour cette fin d'année et avait été complètement finalisé et remis aux coproducteurs pour visionnage.

Le réalisateur avait déclaré que le contenu du film avait été rejeté par la commission et qu'il y voyait une «dangereuse forme de censure et une atteinte à la liberté de création cinématographique», ajoutant que son travail est resté «fidèle aux écrits de grandes figures historiques».

Pour sa part, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, s'exprimant sur l'interdiction d'exploitation du film *Ben M'hidi*, a indiqué que le film devait être «conforme à son premier scénario», ajoutant que les remarques et réserves émises par la commission doivent être prises en charge pour que le film soit conforme au texte».

Sur un scénario écrit par Mourad Bourboune et basé sur de nombreux témoignages de compagnons de Larbi Ben M'hidi et de sa famille, ce long métrage adapté au cinéma par Abdelkrim Bahloul, a été tourné à Alger, Lakhdaria, Biskra, Béchar, Béjaïa et Tlemcen. 30% du tournage a été effectué dans des studios en Tunisie où l'équipe du film a reconstruit les décors des années 1940.

Avec un budget de près de 520 millions de DA, débloqué à parts égales par les ministères de la Culture et des Moudjahidines, ce projet a également bénéficié de financements accordés par des

opérateurs économiques algériens publics et privés atteignant au total une enveloppe avoisinant les 700 millions de DA, précise le réalisateur. Khaled Benaïssa (dans le rôle de Larbi Ben M'hidi), Nabil Asli et Idir Benaybouche, parmi d'autres acteurs, sont distribués dans ce film dont la production exécutive a été confiée à la société algérienne Les films de la source, producteur de *Voyage à Alger* de Abdelkrim Bahloul et coproducteur de *Ce que le jour doit à la nuit* du cinéaste français Alexandre Arcady.

Figure marquante du mouvement national, Larbi Ben M'hidi est d'abord militant actif du PPA (du Parti du peuple algérien), puis du Mtd (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), avant de siéger au Crua (Comité révolutionnaire d'unité et d'action) en 1954.

Membre fondateur du Front de libération nationale (FLN), il est pendant la guerre d'Algérie, responsable de l'Oranie puis de la ZAA (Zone autonome d'Alger), après sa participation au Congrès de la Soummam en 1956.

A la tête de la ZAA - dont il organise et coordonne les premières opérations lancées contre l'occupant français - il est arrêté le 23 février 1957 par les soldats du général Massu, à un mois du lancement de la bataille d'Alger.

Ben M'hidi sera torturé puis assassiné dans la nuit du 3 au 4 mars 1957 sur ordre du général Paul Aussaresses.

Bilal L.

Rencontres cinématographiques de Béjaïa

Jusqu'à la nuit des temps de Yasmina Chouikh ovationné

Jusqu'à la fin des temps, le long métrage de yasmina Chouikh sorti en 2017 a reçu, lundi soir, au 3^{ème} jour de la 16^{ème} édition des Journées cinématographiques de Béjaïa une forte ovation, le public ayant apprécié par-delà l'intrigue originale de l'oeuvre, sa légèreté, ses sarcasmes et surtout son humour noir, distillé sans retenu, dans un espace (cimetière) pourtant mortifère et inapproprié.

«L'humour est venu au fil du tournage. Je n'ai pas cherché à faire rire», dira dans les débats, Yasmina Chouikh, visiblement ravie des réactions suscitées par certaines séquences cocasses, puisées du génie populaire et qui manifestement ont bonifié le

film en lui donnant un plus de mordant.

L'histoire, en fait, un drame sentimental, recèle, en elle, quelque chose de «camusien», insupportable dans sa trame, tissée entre «la mort, l'amour et l'absurde». Et le rire, en a amoindri ses dérives, voire sa triste charge émotionnelle dans cet endroit qui empeste la morbidité et l'ennui.

Ali, vieux célibataire de 70 ans, fossoyeur et gardien de cimetière croise sur son lieu de travail Djohar, venue y accomplir «une ziara» et se recueillir sur la tombe de sa soeur, morte dans l'anonymat après avoir fui le domicile conjugal et les maltraitances subies.

Veuve de son état et désespérée de la

vie qui ne lui sourit pas, elle attend patiemment la mort dont elle est certaine qu'elle est imminente, ne manquant pas de solliciter son nouvel ami, d'ailleurs, de préparer ses funérailles.

Et c'est cette entreprise funéraire qui va les réunir dans une relation très complice et va les entraîner dans une spirale amoureuse, peu libidineuse, certes, mais truffée de déclarations, de gestes tendres et d'affections, couronnés par quelques batifolages affriolants, à la plage au bord de l'eau.

Seulement, dans le cadre de vie mortuaire et morbide dans lequel ils évoluent, ils ne trouvent pas le carburant nécessaire pour entretenir leur flamme, accablés de plus par

les pesanteurs sociales et traditionnelles du village qui les empêchent de donner libre cours à leur romance.

Lorsqu'Ali la demande en mariage, Djohar refuse et s'y refuse, estimant qu'une telle aventure n'est plus de son âge et sans vraiment l'avoir souhaité, elle provoque l'irréversible. Humilié et désespéré, Ali, en effet, fuit sa dulcinée et quitte le village.

Une chute terrible, choisi délibérément par Yasmina Chouikh pour montrer l'absurdité de la vie et la vacuité des rapports qui peuvent se rater. Une tonalité malicieuse pour croquer le malaise existentiel. Et qui confère au film toute sa singularité.

H. B.

Culture de la paix et du vivre-ensemble

Un Festival national en préparation à Oran

Un Festival national dédié à la promotion de la culture de la paix et du vivre-ensemble est en préparation à Oran dans le cadre d'une action inter-associative, mobilisant une cinquantaine de groupes bénévoles, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. «L'événement se tiendra à Oran dans quelques mois avec un programme riche en activités», a précisé à l'APS, la vice-présidente de l'association

socioculturelle locale Santé Sidi El Houari (SDH), Assia Brahimi.

L'initiative, a-t-elle expliqué, entre dans le cadre du projet pour jeunes intitulé «Niya pour une culture de la paix», porté par SDH en partenariat avec l'Association des centres d'animation de quartiers de Bordeaux (Acqab/France) et ce, dans le cadre du programme concerté pluri-acteur Jousour (Pcpa). Cette action valorisant les

notions de paix, de citoyenneté, d'interculturalité et de développement durable, est également appuyée par l'Assemblée populaire communale d'Oran et la mairie de Bordeaux, a souligné la vice-présidente de SDH.

Les préparatifs du Festival évoluent actuellement au stade du renforcement des capacités du mouvement associatif et des clubs universitaires à travers des ateliers de formation au profit d'une centaine

de bénévoles.

Les premiers groupes d'animateurs formés ont déjà mis en pratique leur savoir-faire en organisant cet été plusieurs activités, dont un footing, un atelier sur la gestion des déchets et des jeux coopératifs pour enfants aux forêts de Canastel et Madagh.

Dans ce contexte, un concours photographique vient d'être lancé par SDH en partenariat avec le club Sawart sous le thème «La

paix à travers l'oeil du photographe». Les 20 meilleures photos du concours seront dévoilées lors d'une exposition prévue le 22 septembre prochain au siège de SDH, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, ont indiqué les organisateurs.

L'Algérie est l'initiatrice de la Journée internationale du vivre-ensemble dont la 1^{ère} édition a été célébrée le 16 mai dernier, rappelle-t-on.

PAROLES DE FEMMES

«L'esprit cherche et c'est le cœur qui trouve.»

George Sand



FEMMES

ILS ONT DIT :

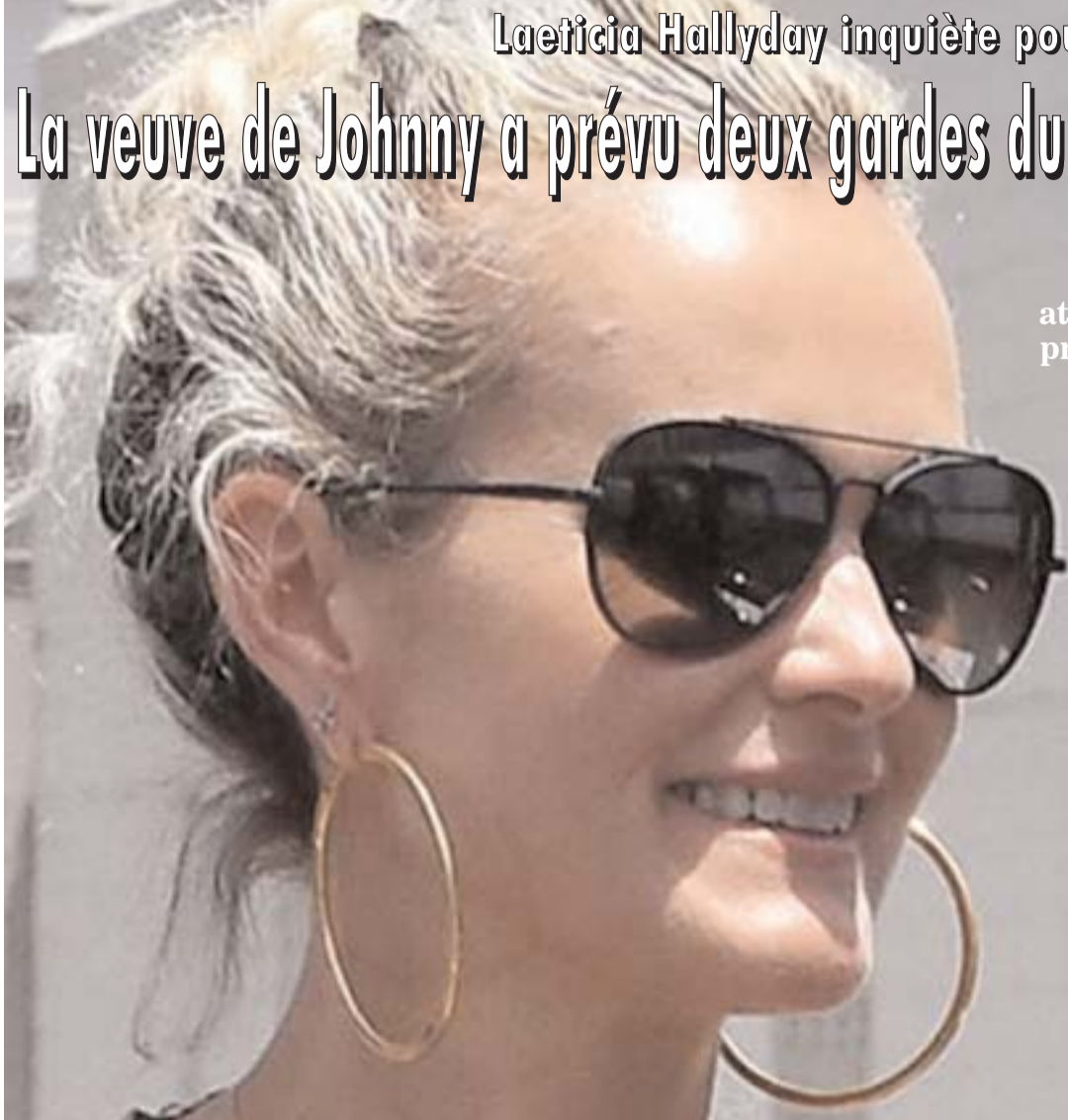
«Mathématiques : dessèchent le cœur.»

Gustave Flaubert

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

Laeticia Hallyday inquiète pour sa sécurité??

La veuve de Johnny a prévu deux gardes du corps pour son retour en France



Laeticia Hallyday en danger ? Pour son très attendu retour en France, la veuve de Johnny aurait prévu une sécurité renforcée, avec non pas un, mais deux gardes du corps pour assurer sa protection rapprochée.

Laeticia Hallyday aurait-elle peur pour sa sécurité ? Alors que son retour en France approche, la veuve de Johnny aurait déjà tout prévu et se serait octroyé les services, non pas d'un, mais de deux gardes du corps, selon les informations dévoilées par Valérie Benaïm dans Touche pas à mon poste, mardi 4 septembre. Procédure standard ou excès de zèle ? La directrice artistique du dernier album du Taulier prend en tout cas au sérieux les risques éventuels qu'elle encourrait en France.

Le retour de Laeticia Hallyday est très attendu. Selon les informations de Touche Pas à mon poste, la mère de Jade et Joy aura un emploi du temps chargé pour sa venue en France : pas moins de quatre interviews sont prévues, alors que la promotion pour l'album posthume de Johnny battra son plein. Au programme deux entretiens dans la presse écrite, un autre à la radio sur RTL avec Marc-Olivier Fogiel, et enfin une interview filmée, diffusée dans le journal de 20h sur TF1. Une nouvelle stratégie pour Laeticia Hallyday, qui avait plutôt opté pour le silence après la mort du Taulier - elle n'avait accordé qu'une longue interview, plusieurs mois après sa mort, pour donner sa version des faits dans l'affaire de l'héritage qui l'oppose aux aînés de Johnny, Laura Smet et David Hallyday.

BEAUTÉ

Consommez du calcium pour vivre plus longtemps !



Les résultats de l'enquête ont démontré que la consommation quotidienne de suppléments de calcium est associée à un moindre risque de décès pour les femmes. La dose parfaite serait 1.000 mg par jour. En revanche, cet apport en calcium n'aurait aucun effet sur les hommes. La supplémentation en calcium doit être impérativement contrôlée par un médecin. Préférez modifier vos apports naturels de calcium dont les effets sont aussi probants que la supplémentation. Qui, elle peut augmenter le risque de problème cardiaque. Les résultats de cette étude sont publiés dans le *Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism*.

Bonne nouvelle pour les femmes, une alimentation riche en calcium permet d'augmenter leur durée de vie. Yaourts à volonté ! Une étude des chercheurs de l'université McGill révèle que des apports journaliers en calcium et jusqu'à 1.000 mg par jour limitent les risques de décès pour les femmes.

Le calcium est un nutriment essentiel pour les os et doit être consommé régulièrement pour être en bonne santé. Mais, de précédentes recherches avaient montré que la supplémentation en calcium pouvait être associée à un risque élevé de maladie cardiaque. Lisa Langsetmo, chercheur associé à l'université McGill et David Goltzman, Professeur au Département de médecine McGill ont mené des recherches à partir des données de 9.033 Canadiens suivis durant 12 ans et participant à la cohorte Canadian Multicentre Osteoporosis Study (CaMos) sur les effets d'une supplémentation en calcium sur le risque de décès. Pendant cette étude, 1.160 participants sont morts.

FORME

Le chocolat, la nouvelle arme contre le surpoids ?

Le chocolat, nous le savons déjà, est très bon pour la santé. Il nous permet non seulement de rester en forme et d'être de bonne humeur, il est bourré de magnésium, mais également d'augmenter notre mémoire. Et ce n'est pas tout : le chocolat serait une arme efficace pour lutter contre l'obésité et le diabète. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la très sérieuse université de Pennsylvanie ! Pour arriver à cette conclusion, des chercheurs américains ont mené une étude pendant dix semaines sur des souris, rapporte la dernière édition de *European Journal of Nutrition*. Alors qu'elles étaient toutes nourries avec un régime riche en graisse, les scientifiques ont administré à certaines d'entre elles plusieurs cuillères à soupe de cacao en poudre. Verdict ? Ces souris ont présenté moins d'inflammations liées à l'obésité que les autres. De tels résultats viennent par ailleurs corroborer ceux d'une première étude réalisée par la même université en 2011 : en effet, les chercheurs avaient cette fois-ci constaté que le cacao permettait de bloquer l'assimilation des glucides et des lipides. Cependant, avant de nous réjouir trop vite, il faut prendre en compte un petit détail. Non, manger une tablette de chocolat n'est pas le remède miracle pour perdre du poids. Non, se gaver de gâteaux au chocolat devant un film ne va pas nous aider à avoir une silhouette parfaite. En fait, les chercheurs américains ont administré chaque jour aux souris l'équivalent de... 4 tasses de chocolat chaud. Comme quoi, il n'y a pas que le verre de vin qui nous éloignerait du médecin.

ZEN ATTITUDE

Comment méditer en trois étapes ?

Pour lutter contre le stress, la méditation est très efficace. Cette pratique n'est pas réservée aux initiés et chacun peut apprendre à méditer. Voici une petite séance de méditation en 3 étapes.

ETAPE N°1 : EVACUEZ LES PENSÉES NÉGATIVES

Adoptez une position où vous vous sentez à l'aise. Assis, allongé, peu importe. Vous devez vous sentir bien. Fermez les yeux. Relâchez vos muscles et laissez votre corps subir la pesanteur, comme si vous vous enfoncez dans le sol. Inspirez profondément et expirez lentement jusqu'à la fin de votre souffle. A chaque expiration, chassez une pensée négative. Une fois toutes les mauvaises pensées évacuées, pensez à un lieu



agréable pour vous. A ce moment-là, concentrez-vous uniquement sur votre souffle et laissez-vous aller. Ne pensez ni au passé, ni au futur, mais seulement au moment présent dans ce lieu agréable.

ETAPE N°2 : CONCENTREZ-VOUS SUR VOTRE SOUFFLE

Continuez à inspirer et à expirer sans trop forcer. Essayez d'imaginer la circulation de l'air dans votre corps et concentrez-vous dessus. Si vous avez du mal à vous concentrer, c'est normal au début. Ne vous énervez pas et refaites l'exercice à nouveau en focalisant bien toute votre attention sur votre souffle. L'idée c'est vraiment d'être attentive à votre corps et de le ressentir.

ETAPE N°3 : APPRÉCIEZ LA SENSATION DE BIEN-ÊTRE

Peu à peu, vous allez sombrer dans un état de «veille» et vous laissez doucement aller dans un demi-sommeil.

Au bout de quelques minutes, quand vous ressentirez vraiment une sensation de bien-être. Etirez-vous et profitez de ce sentiment de calme. Ouvrez les yeux. La séance de méditation est terminée.



Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Equipe nationale de football

Les Verts partent aujourd'hui pour Banjul

Ligue 1 Mobilis
(3e journée/mise
à jour du calendrier)L'USM Alger
nouveau leader

■ L'USM Alger, large vainqueur du CA Bordj Bou Arreridj 3-1, mi-temps (2-1) mardi soir au stade Omar Hamadi en match de mise à jour du calendrier du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, a pris la tête du classement. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Bouderval (8), Meftah (32), Ibara (52) pour l'USM Alger. Meftahi (10) pour le CA Bordj Bou Arreridj. A la faveur de ce succès, le troisième en quatre matchs, l'USM Alger est leader avec 9 points avec une longueur d'avance sur le duo AS Ain M'lila - MO Bejaia (8 points). Dans l'autre match de mise à jour de la 3e journée, l'ES Sétif a été accrochée à domicile par Paradou AC 1-1, mi-temps (0-0). Les buts du match ont été marqués par Naidji (60) pour Paradou et Bouguelmouna (89 SP) pour l'ESS. Avec ce nul, l'ES Sétif rejoint la JS Saoura à la quatrième place avec 7 points, alors que Paradou partage la sixième position avec la JS Kabylie (6points). Un peu plus tôt dans la Journée, le CR Belouizdad et le MC Alger avaient fait match nul (0-0) en match disputé au stade 20 Août (Alger). Ces trois matches avaient été reportés en raison de la participation aux compétitions africaines de l'ESS et du MCA (Ligue des champions) et de l'USM Alger (coupe de la Confédération).

Résultats :

CRB- MCA	
0-0	
USMA - CABBA	3-1
ESS- PAC	1-1

Classement	Pts	J
1. USM Alger	9	4
2. AS Ain-M'lila	8	4
— MO Béjaïa	8	4
4. JS Saoura	7	4
- ES Sétif	7	4
-6- JS Kabylie	6	4
- . Paradou AC	6	4
-8- CS Constantine	5	4
— NA Hussein-Dey	5	4
— MC Alger	5	4
11. O. Médéa	4	4
12. USM Bel-Abbès	3	4
13- CABB Arreridj	3	4
14- MC Oran	2	4
— CR Belouizdad	2	4
16. DRB Tadjanet	0	4

L'équipe nationale de football, sous la conduite du nouveau sélectionneur national, Djamel Belmadi, prend aujourd'hui l'avion pour se rendre à la capitale gambienne Banjul afin d'affronter samedi, 8 septembre, la sélection locale pour le compte de la deuxième journée des éliminatoires de la CAN 2019. Les joueurs et autres membres des staffs, technique, médical et administratif prendront l'avion juste après avoir déjeuné au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa. Pour ce qui est de l'effectif, il faut savoir que le joueur de Nottingham Forest, Hilal Soudani a officiellement quitté le stage de la sélection étant blessé tout comme l'avait fait avant lui Abdellaoui, qui lui aussi souffrait d'une blessure et avait été remplacé par le jeune défenseur de l'ES Sétif, Bedrane. La sélection s'était entraînée hier au

stade de Tchaker de Blida sur demande du coach national et la séance était fermée à la presse, alors que celle d'aujourd'hui aura lieu à Sidi Moussa et sera, par contre, ouverte pour les médias, avec une zone mixte avant le début de la séance et qui permettra aux journalistes d'interviewer les joueurs. Les Verts auront une dernière séance d'entraînement le vendredi à Banjul et qui sera importante pour le coach national qui devra effectuer les dernières retouches avant ce match. Cinq séances devraient être suffisantes pour l'entraîneur pour avoir une idée sur son groupe, ce qui lui permettra d'aligner un onze capable de réussir un résultat probant lors de cette rencontre comme le souhaite le nouveau sélectionneur national qui a appelé les joueurs à se surpasser pour réussir ce premier match avec lui. Belmadi a été clair lors de sa dernière conférence de presse en avouant que les joueurs sont conscients de ce qui les attend lors de ce match et souhaitent vivement l'emporter pour prouver qu'ils ne sont pas finis, surtout qu'il a fait appel à des éléments qu'il a appelé «revanchards», allusion faite aux éléments qui avaient été écartés par l'ancien staff et qu'il a appelé pour ce match.

Imad M.

Ligue II Mobilis (5e journée)

Le leader à l'aise face à l'USB

■ Le leader de la Ligue II Mobilis, l'ASO Chlef évoluera sur du velours lors de cette 5e journée en accueillant l'US Biskra à domicile au stade Boumezrag. Les Lions du Chélib se donneront à fond pour remporter un autre succès qui lui permettra d'augmenter son capital-points et prendre, ainsi, son envol et s'assurer une avance solide sur ses concurrents. Toutefois, les poulains de Samir Zaoui doivent faire très attention à cette formation de l'A Boussaâda qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et qui tentera tout pour revenir avec un résultat probant. De son côté, l'ES Mostaganem qui surprend tout le monde avec ce début en force et qui talonne le leader chélibien, aura fort à faire lors de cette journée en accueillant le RC Relizane dans un derby de l'Ouest très prometteur. Il faut savoir que les Lions de la Mena ont réussi à battre l'USMH et voudraient bien continuer sur cette même lancée, ce qui fait que les Mostaganémois sont avertis et leur mission ne sera pas du tout de repos. Le WA Tlemcen, troisième au classement, effectue un déplacement difficile à Alger pour croiser le fer avec l'USM El Harrach, et qui souhaite se relancer dans la course avec l'entrée en lice des nouveaux joueurs qui jouent leur

second match après que le club ai réussi à éponger ses dettes. Nul doute que les gars d'El Harrach feront le pressing dès le début pour tenter de prendre les trois points qui restent très importants pour la suite de la compétition. Le MC El Eulma qui envisage de jouer l'accession aura un déplacement périlleux à effectuer en se rendant chez le promu NC Magra qui a un besoin pressant de points pour s'assurer le maintien le plus tôt possible. L'USM Blida qui a aussi régler le problème des dettes et qui jouera avec un effectif au complet donnera la réplique à l'Amal Boussaâda dans une rencontre équilibrée.

I.M.

Le programme :

Vendredi 7 septembre 2018 à 17h :

JSMS-ASMO
MCS-USMAN
JSMB-RCK
USMB-ABS
NCM-MCEE
ESM-RCR
USMH-WAT
ASO-USB

Stade Habib-Bouakeul d'Oran

L'éclairage pose problème

■ Le stade Habib-Bouakeul à Oran devra rouvrir ses portes dans les prochains jours après avoir bénéficié d'une vaste opération de réhabilitation. Toutefois, le problème d'éclairage perdure toujours, a-t-on appris mardi de la direction de cette infrastructure. Les installations d'usage dont dispose le stade ne répondent plus aux normes, à cause de l'exploitation illicite du poste électrique alimentant cette enceinte par des occupants d'habitations précaires, érigées non loin du stade, a déploré la même source. Cette situation risque de jouer un mauvais tour à l'ASM Oran, le club de Ligue deux "Mobilis" qui accueille ses adversaires à Habib-Bouakeul,

dans la mesure où la commission d'audit des stades tient en compte la qualité de l'éclairage dans toute décision d'homologation des sites footballistiques concernés par les rencontres de deuxième palier. Depuis le début de cet exercice, l'ASMO a été contraint de délocaliser ses rencontres à domicile au grand stade d'Oran, Ahmed-Zabana, pour permettre l'achèvement des travaux effectués à Bouakeul depuis un peu plus d'un mois. Les travaux en question touchent à leur fin, assure la même source, se réjouissant au passage de la pose d'une nouvelle pelouse synthétique de cinquième génération, ainsi que la rénovation des vestiaires. Le

stade avait bénéficié en avril dernier d'une enveloppe budgétaire de l'ordre de 32 millions DA dérogée des Fonds de garantie et solidarité des collectivités locales pour la pose d'une nouvelle pelouse synthétique. Les dirigeants et les membres du staff technique de l'ASMO ont réclamé à de nombreuses reprises le changement de la pelouse devenue «très dangereuse» pour les joueurs, faisant état de la blessure de certains d'entre eux, rappelle-t-on. Il était prévu aussi que ce stade soit doté de nouveaux vestiaires sur budget de la commune d'Oran. L'opération a été reportée à décembre prochain, selon la même source.

Coupe arabe des clubs
(1/16e de finale retour)USMA-Forces
Aériennes domicilié
au stade Hamadi

■ Le match USM Alger - Forces Aériennes d'Irak comptant pour les seizièmes de finale retour de la Coupe arabe, initialement prévu au stade 5 juillet se jouera finalement à Omar Hamadi (Bologhine) le dimanche 9 septembre à 19h00, a indiqué mardi le club algérois de Ligue 1. La décision de délocaliser cette rencontre a été prise par l'USM Alger en raison de la fermeture du stade 5 juillet pour travaux. La demande envoyée par la direction du représentant algérien afin de recevoir la formation irakienne des Forces Aériennes au stade Omar Hamadi a été acceptée par l'Union arabe de football, précise la même source. Au match aller disputé le 8 août dernier à Kerbala, l'USM Alger s'était imposée sur le score de 1 à 0. Le but de la victoire avait été inscrit par Mahious à la 72e minute. Deux autres clubs algériens sont engagés dans cette compétition: l'ES Sétif qui a composté son billet pour le prochain tour en éliminant Al-Ain (EAU) (2-1, 0-1) alors que le MC Alger a fait un grand pas vers la qualification après son succès contre Al Rifaa du Bahrein (2-1) le 9 août à Manama en match aller.



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Libye

L'ONU annonce un accord de cessez-le-feu près de Tripoli

La mission de l'ONU en Libye (Manul) a annoncé mardi la signature d'un accord de cessez-le-feu entre les groupes armés impliqués dans les combats près de la capitale libyenne Tripoli qui ont fait au moins 50 morts depuis le 27 août.

Sous l'égide de l'envoyé spécial de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, «un accord de cessez-le-feu a été conclu et signé aujourd'hui pour mettre fin à toutes les hostilités, protéger les civils et sauvegarder les biens publics et privés».

Après une nouvelle journée de violents affrontements au sud de la capitale, les combats marquaient une pause en début de soirée.

La semaine dernière, un accord de cessez-le-feu annoncé par des dignitaires des villes de l'ouest du pays n'avait été respecté que quelques heures.

La Manul a précisé sur son compte Twitter que l'accord prévoit également la réouverture du seul aéroport en service à Tripoli, fermé depuis le 31 août en raison des violences. Elle a précisé toutefois que «la réunion d'aujourd'hui ne visait pas à résoudre tous les problèmes de sécurité de la capitale libyenne» et que le but était de «se mettre d'accord sur un cadre plus large pour aborder ces problèmes».

Ont pris part à ces pourparlers fermés à la presse, «des officiers militaires et les chefs des différents groupes armés présents dans et autour de la capitale», ainsi que le ministre de l'Intérieur et d'autres représentants du gouvernement d'union nationale (GNA) reconnu par la communauté internationale, selon la Manul. L'ONU n'a pas précisé le lieu de la réunion. Mais selon des sources proches des pourparlers, elle s'est tenue dans la ville de Zawiyah, à moins de 50 kilomètres à l'ouest de la capitale.

Bilal L.

22 civils tués dans les violences au mois d'août

Les violences en Libye ont tué 22 civils et en ont blessé trois autres au mois d'août, a déclaré mardi la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul).

«Du 1^{er} au 31 août 2018, la Mission d'appui des Nations unies en Libye a enregistré 25 victimes civiles, dont 22 morts et trois blessés, au cours des hostilités survenues à travers la Libye», a indiqué la Manul dans un rapport. «Les victimes décédées comprennent 14 hommes, deux femmes, quatre jeunes garçons et deux jeunes filles. Les blessés comprennent deux hommes et une femme. On estime cependant que le nombre réel de victimes civiles est plus élevé que ces chiffres», selon le rapport. Des tirs d'armes à feu, des bombardements et des explosifs abandonnés par la guerre ont été les principales causes de ces décès, a ajouté le rapport.

La mission a mis en garde les parties en conflit en Libye contre «l'utilisation de mortiers, d'armes indirectes et de bombardements aériens imprécis dans les zones habitées par des civils». Elle a également appelé les parties en présence à ne pas déployer de combattants ou de cibles de nature militaire dans des zones habitées.

Reda A.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr



Sidi Bel Abbès

Identification du terroriste neutralisé par l'armée



Le terroriste neutralisé lundi par les unités de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la zone de Tafassour, wilaya de Sidi Bel Abbès a été identifié, indique hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à l'opération que mènent toujours nos unités dans la zone de Tafassour, wilaya de Sidi Bel Abbès (2^e Région militaire), ayant permis, le 3 septembre 2018, la neutralisation d'un terroriste et la récupération

d'un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et d'une quantité de munition, il a été procédé à l'identification de ce criminel», précise la même source. «Il s'agit du terroriste Ghalem El Attaoui, alias Haydara, qui avait rallié les groupes terroristes en 2009», ajoute le communiqué.

Par ailleurs, et dans le même contexte, un détachement de l'Armée nationale populaire «a découvert et détruit, dans la même zone à Sidi Bel Abbès (2^e RM), trois casemates contenant cinq bombes de confection artisanale, des subsis-

tances de vivre et d'autres objets», tandis que des détachements combinés de l'ANP «ont appréhendé, à Sétif (5^e RM) et Sidi Bel Abbès (2^e RM), quatre éléments de soutien aux groupes terroristes».

En outre, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont arrêté, à Batna (5^e RM), deux individus en leur possession un fusil de chasse, 488 kg de poudre noire et de substances chimiques servant dans la fabrication de munition, 2 804 cartouches et divers outils de leur remplissage».

D'autre part, un détachement de l'ANP «a intercepté, à Bordj Badji Mokhtar (6^e RM), un véhicule tout-terrain, huit marteaux-piqueurs et cinq groupes électrogènes», alors que des éléments de la Gendarmerie nationale «ont saisi, à Tlemcen (2^e RM, 19,5 kg de kif traité».

«De même, 13 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen, Aïn Témouchent et Laghouat», rapporte le communiqué.

R. N.

Durant la saison estivale

Quatre-vingt-six personnes décédées par noyade en mer

Quatre-vingt-six personnes sont décédées par noyade en mer durant la période du 1^{er} juin au 31 août 2018, dont 48 au niveau de plages interdites à la baignade, selon un bilan diffusé hier par la Protection civile. 38 décès par noyade ont eu lieu dans des plages autorisées à la baignade, parmi lesquels 13 ont été enregistrés en dehors des horaires de surveillance, précise-t-on de même source.

Le bilan relève également que 48 381 personnes ont été sauvées de la noyade dont 19 233 ont été traitées sur place au niveau des postes de secours des plages pour différents types de blessures et 4 207 blessés ont été évacués vers les structures sanitaires.

Quatre personnes heurtées par les engins nautiques ont succombé à leurs blessures

dont une à Mostaganem, une à Tipasa, une à Alger et une à Tizi Ouzou, ajoute la même source qui relève que 13 autres personnes ont été blessées par ces engins.

Plus de 72 000 interventions ont été effectuées durant la période considérée, dans le cadre du dispositif de surveillance des plages mis en place par la Protection civile au niveau des 401 plages autorisées à la baignade.

Par ailleurs, environ 105 millions d'estivants ont afflué sur les plages d'Algérie depuis le début de la saison estivale. La wilaya d'Oran a enregistré la plus grande fréquentation avec 18 millions d'estivants, suivie de Boumerdès avec 14 millions, de Aïn Témouchent avec 12 millions et enfin Mostaganem avec 11 millions d'estivants.

H. Y.

ACTU...

Ksar El Boukhari

Un atelier clandestin de fabrication de fusils et de munitions découvert

Un atelier clandestin de fabrication de fusils et de munitions a été découvert récemment à Ksar El Boukhari, sud de Médéa, par la gendarmerie qui a récupéré plusieurs fusils, une quantité de cartouches et du matériel de fabrication, a-t-on appris hier auprès du groupement de gendarmerie de Médéa.

La découverte de cet atelier clandestin est intervenue suite à une enquête minutieuse menée par la brigade de gendarmerie de Ksar El Boukhari, dans le cadre de la lutte permanente contre le crime organisé, a-t-on indiqué de même source, précisant que neuf fusils, ainsi que des munitions de fabrication locale et étrangère ont été trouvés à l'intérieur de cet atelier.

Différents types d'outils et des produits servant à la confection de cartouches ont été également récupérés lors de cette opération, a-t-on ajouté, précisant que le propriétaire de cet atelier a été présenté devant la justice et écroué.

Y. T.

Skikda

Un incendie ravage 30 constructions préfabriquées

Pas moins de 30 constructions préfabriquées ont été ravagées par un incendie survenu durant la nuit de mardi à mercredi à la base de vie inoccupée de l'entreprise japonaise Coojal, chargée de la réalisation de l'autoroute Est-Ouest dans son tronçon relevant de la zone de Seyafa dans la commune d'Azzaba (Est de Skikda), a-t-on appris mercredi auprès de la Protection civile.

L'incendie qui s'est déclenché vers minuit, a nécessité l'intervention de deux unités principales de ce corps constitué des communes d'Azzaba et d'El Harrouch totalisant 16 agents de divers grades, a précisé la même source, soulignant que quatre grands camions anti-incendie et une ambulance ont été mobilisés.

L'opération d'extinction du feu a duré presque quatre heures, ajoute la même source, faisant savoir qu'aucune perte humaine n'est à déplorer.

Une enquête a été diligentée par les services concernés afin de déterminer les causes exactes de cet incendie, a conclu la même source.

K. L.

Bouira

Près de 50 cas d'intoxication alimentaire à Souk Lakhmis

Près de 50 personnes ayant contracté mardi soir une intoxication alimentaire dans la commune de Souk Lakhmis, ont été évacuées vers la clinique locale pour recevoir des soins, a-t-on appris de source médicale.

«Il y a près de 50 personnes intoxiquées, mais il n'y a aucune gravité dans ces cas signalés, et tous les malades ont quitté hier la clinique», a assuré la directrice de la santé de la wilaya, Ghanem Leila Iham, à l'APS.

Ayant été prises de malaise, avec des maux de tête et des vomissements, les victimes, auraient consommé une tarte avariée lors d'une cérémonie de mariage à Souk Lakhmis, a-t-on détaillé.